

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE CANTONALE DE GENEVE (France) SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 50.000.000 euros
Siège social à LYON (69001) – 20, Place Louis Pradel
391 853 504 RCS LYON

Partie A. — Comptes sociaux de l'exercice au 31 décembre 2024

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires du 25 Avril 2025

I. — Bilan (En K€)

BILAN-ACTIF

En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Caisses, banques centrales	33 874	44 230	-10 356
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit :	12 751	27 518	-14 767
- à vue	12 751	27 518	-14 767
- à terme	0	0	0
Créances sur la clientèle :	931 183	919 165	12 018
- Créances commerciales	0	0	0
- Autres concours à la clientèle*	930 815	917 733	13 082
- Comptes ordinaires débiteurs	368	1 432	-1 064
Affacturage	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0
Promotion immobilière	0	0	0
Participation et activité de portefeuille	8 603	742	7 861
Parts dans les entreprises liées	0	0	0
Opérations de crédit-bail	0	0	0
Immobilisations incorporelles	1 469	2 097	-628
Immobilisations corporelles	1 513	1 241	272
Capital souscrit non versé	0	0	0
Actions propres	0	0	0
Autres actifs	1 812	5 463	-3 651
Comptes de régularisation	754	1 550	-796
TOTAL ACTIF	991 959	1 002 006	-10 047

* Reclassement des retraitements concernant l'étalement des commissions frais de dossiers en 2024 : 2 368 k€ conformément au règlement ANC 2014-07. (2 721 k€ en 2023)

BILAN PASSIF

En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit :	739 243	749 686	-10 443
- à vue	895	1 051	-156
- à terme	738 348	748 635	-10 287
Comptes ordinaires de la clientèle :	105 402	117 527	-12 125
Comptes d'épargne à régime spécial :	0	0	0
- à vue	0	0	0
- à terme	0	0	0
Autres dettes	105 402	117 527	-12 125
- à vue	42 833	75 484	-32 651
- à terme	62 569	42 043	20 526
Dettes représentées par un titre :	0	0	0
- bons de caisse			0
- titres de créances négociables			0
- emprunts obligataires			0
- autres dettes représentées par un titre			0
Autres passifs	5 690	2 694	2 996
Comptes de régularisation*	5 261	3 175	2 086
Provisions pour risques et charges	644	357	287
Provisions réglementées			0
Subvention d'investissement			0
Dépôt de garantie à caractère mutuel			0
Fonds pour risques bancaires généraux			0
Dettes subordonnées	20 003	20 006	-3
Capital souscrit	50 000	50 000	0

Prime d'émission			0
Réserves	57 651	48 982	8 669
Ecart de réévaluation			0
Report à nouveau	0	0	0
Résultat	8 065	9 579	-1 514
TOTAL PASSIF	991 959	1 002 006	-10 047

* Reclassement des retraitements concernant l'étalement des commissions frais de dossiers en 2024 : 2 368 k€ conformément au règlement ANC 2014-07. (2 721 k€ en 2023)

II.— Compte de résultat

Compte de résultat (1/2)

En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Intérêts et produits assimilés:	52 582	51 514	1 068
- sur opérations avec les Ets de crédit	1 219	649	570
- sur opérations avec la clientèle*	51 363	50 865	498
- sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
- sur autres intérêts et produits assimilés	0	0	0
Intérêts et charges assimilées :	-27 133	-24 690	-2 443
- sur opérations avec les Ets de crédit	-25 777	-23 658	-2 119
- sur opérations avec la clientèle	-1 356	-1 032	-324
- sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
- sur autres intérêts et charges assimilées	0	0	0
Produits sur opérations de crédit-bail	0	0	0
Charges sur opérations de crédit-bail	0	0	0
Produits sur opérations de location simple	0	0	0
Charges sur opérations de location simple	0	0	0
Revenus de titres à revenu variable	1 675	1 336	339
Commissions (produits)*	2 820	3 115	-295
Commissions (charges)	-156	-246	90
Gains sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0	0
Pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0	0
Gains sur opérations des portefeuilles de placement	0	0	0
Pertes sur opérations des portefeuilles de placement	0	0	0
Autres produits d'exploitation :	349	127	222
- bancaire	0	0	0
- non bancaire	349	127	222
Autres charges d'exploitation :	0	0	0
- bancaire	0	0	0
- non bancaire	0	0	0
PRODUIT NET BANCAIRE	30 137	31 156	-1 019

Reclassement des commissions étables en 2024 : 1 105 k€ conformément à l'ANC 2014-07

Compte de résultat (2/2)

En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Charges générales d'exploitation	-17 657	-16 585	-1 072
- frais de personnel	-9 881	-8 988	-893
- autres frais administratifs	-7 776	-7 597	-179
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-1 011	-989	-22
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	11 469	13 582	-2 113
Cout du risque	-821	-948	127
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 648	12 634	-1 986
Quote-part des sociétés M.E.E	0	0	0
Gains sur actifs immobilisés	0	0	0
Pertes sur actifs immobilisés	0	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	10 648	12 634	-1 986
Produits exceptionnels	6	35	-29
Charges exceptionnelles	-45	-62	17
Impôt sur les bénéfices	-2 544	-3 028	484
RESULTAT NET	8 065	9 579	-1 514
Résultat par action	8,07	9,58	-1,51

HORS-BILAN**ENGAGEMENTS DONNES**

En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Engagements de financement :	97 021	104 559	-7 538
<i>en faveurs d'établissements de crédit</i>	0	0	0
<i>en faveurs de la clientèle</i>	97 021	104 559	-7 538
Engagements de garantie :	24 345	31 699	-7 354
- <i>d'ordre d'établissements de crédit</i>	0	0	0
- <i>d'ordre de la clientèle (dont engagements douteux)</i>	24 345	31 699	-7 354
Engagements sur titres	0	0	0
- <i>titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise</i>	0	0	0
- <i>autres engagements donnés</i>	0	0	0
	121 366	136 258	-14 892

ENGAGEMENTS RECUS

En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Engagements de financement :	184 787	177 888	6 899
- <i>reçus d'établissements de crédit</i>	184 787	177 888	6 899
Engagements de garantie :	524 236	472 580	51 656
- <i>reçus d'établissements de crédit</i>	3 257	4 205	-948
- <i>reçus de la clientèle*</i>	520 979	468 375	52 604
Engagements sur titres :	0	0	0
- <i>titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise</i>	0	0	0
- <i>autres engagements reçus</i>	0	0	0
	709 023	650 468	58 555

* Dont garanties hypothécaires déclarés à ACPR (11/2024) : 363 618 keur et des garanties PGE (12/2024) pour 1 778 keur

III.— Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du Directoire et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024, s'élevant à la somme de 8 065 194,98 euros, de la manière suivante :

Réserve légale	403 259,75 €
Autres réserves	6 895 741,71 €
Report à nouveau	0 €
Dividendes 10%	766 193,52 €
Total égal au bénéfice	8 065 194,98 €

Le dividende d'un montant de 766 193,52 euros est mis en paiement à compter de ce jour à raison de 0,77 euros par action.

Les revenus et gains du capital perçus par les personnes physiques (pour l'essentiel, dividendes d'actions ou coupons d'obligations, mais aussi jetons de présence et autres rémunérations alloués aux membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance des sociétés anonymes ou intérêts rémunérant les comptes courants d'associé), auparavant taxés selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu (IR), sont soumis depuis 2018, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU, aussi appelé « flat tax ») de 12,8 % auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %, ce qui se traduit par une taxation globale de 30 %.

Le PFU s'applique de plein droit sauf si le contribuable décide de soumettre ses revenus mobiliers au barème progressif.

Cette option, expresse et irrévocable, est globale (elle porte sur l'ensemble des revenus et gains entrant dans le champ d'application du PFU). Elle doit être exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant la date limite de déclaration.

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les dividendes mis en paiement au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement
	Dividendes/ action	Autre revenus distribués	
31/12/2023	0,91 €		909 961,86 €
31/12/2022	0,97 €		968 549,09 €
31/12/2021	0 €		0 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes aux comptes sociaux.**I- PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES****Méthodes comptables et de présentation des comptes**

Les comptes annuels de la Banque Cantonale de Genève (France) SA sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

A la demande de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de résolution, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a modifié la comptabilisation de ses dossiers sous-participés, et par conséquent, la présentation de ses états financiers, conformément à l'article 531.1.4 du PCG et au paragraphe 1.1 de l'avis 97-06 du CNC. En s'appuyant sur l'article 5.2 du règlement n°91-01 du CRB, relatif aux « opérations consortiales », la Banque Cantonale de Genève (France) S.A comptabilise à l'actif du bilan (et du hors bilan) le montant brut du concours accordé au client (débit) et, affecté d'un signe négatif (crédit), le montant en sous-participation silencieuse. Le détail apparaît en NOTE V- 6.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

NOTE I n° 1 Créances des établissements de crédit et engagements par signature :

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées par durée initiale ou par la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme des établissements de crédit.
- Les comptes ordinaires

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan, correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garanties qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fond.

NOTE I n° 2 Créances sur la clientèle :

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

La Banque Cantonale de Genève (France) S.A appliqué le règlement du CRC 2002-03 du 12 décembre 2002 sur le risque de crédit, depuis le 1er janvier 2003. Ce dernier a notamment pour conséquence la création de nouvelles catégories de créances en comptabilité.

Conformément aux dispositions réglementaires applicables dans le cadre des accords de Bâle, La Banque Cantonale de Genève (France) SA utilise l'approche standard du risque de crédit. A cet effet, elle retient les pondérations de la Banque de France pour calculer son risque ajusté.

La Banque Cantonale de Genève (France) utilise principalement les contrats d'assurance-vie comme réducteurs de risque. Elle distingue notamment la part en actif général de celle en unité de compte, auxquelles sont associées des pondérations spécifiques. La pondération de la part en actif général dépend de la cotation de l'assureur, tandis que la pondération associée aux unités de compte est estimée comme une exposition sur l'OPCVM selon une méthode de risque moyen.

Cette même méthode est retenue pour évaluer la pondération des portefeuilles sous mandat profilés.

La valorisation de l'ensemble des actifs est effectuée selon une fréquence trimestrielle.

a) Créances saines :

Sont qualifiées de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou une partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions.

a-1) Créances restructurées :

La Banque Cantonale de Genève (France) SA définit les créances restructurées comme étant les créances détenues auprès des contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances. Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité.
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat (exemple : pause ou report d'échéance).

b) Créances douteuses :

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur les acquéreurs de logements et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits).
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, la Banque Cantonale de Genève (France) SA distingue les encours douteux compromis et encours douteux non compromis.

Lorsqu'elles présentent les caractéristiques énoncées ci-dessus, les créances (capital échu et capital restant dû, plus intérêts échus et non échus) sont extraites des postes d'origine et inscrites dans la rubrique « créances douteuses ».

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Les créances sur la clientèle, dont le recouvrement est devenu incertain, font l'objet d'une provision par dotation au compte de résultat, destinée à couvrir la perte potentielle qui en résultera.

En outre, la Banque Cantonale de Genève (France) SA, conformément aux normes fixées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel, provisionne à 100% les intérêts courus échus et non échus sur créances douteuses.

b.1) Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont des créances douteuses qui ne répondent pas à la notion de créances douteuses compromises.

b.2) Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat. Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiées à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification des encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours compromis douteux.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromises, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

En matière de compromis douteux, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a choisi de provisionner également à 100% les intérêts courus échus et non échus.

c) Dépréciation au titre du risque de crédit avéré :

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Banque Cantonale de Genève (France) SA par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leur coût de réalisation.

d) Traitement comptable des décotes et dépréciations :

Les dotations et reprises de dépréciations pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps étant inscrite dans la marge d'intérêt.

e) Passage en perte :

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert, la Banque Cantonale de Genève (France) SA, le détermine avec sa direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

NOTE I n°3 Actions et autres titres à revenus variables :

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par le règlement C.R.B 90-01 modifié notamment par les règlements C.R.C 2005-01, 2008-07 et 2008-17 ainsi que par le règlement C.R.C 2002-03 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effet public (bons du trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (autres titres de créances négociables et titres de marché interbancaires), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Les principes comptables adoptés pour ces catégories de titres sont les suivants :

a) Titres de transaction :

Ce sont des titres qui, à l'origine sont acquis avec l'intention de les revendre.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « solde des opérations des portefeuilles de négociation »

b) Titres de placement :

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits dans les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

b.1) Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition coupons courus à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre. Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe »

b.2) Actions et autres titres à revenu variable :

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividende attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique : « revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des SICAV et fond commun de placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placements sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne et d'un ensemble homogène de titres est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente.

Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte leur risque de contrepartie sont comptabilisées en coût du risque.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : « solde des opérations de portefeuille de placement et assimilées » du compte de résultat.

c) Titres d'investissement :

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Banque cantonale de Genève (France) SA dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer à les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie du titre.

Il n'est constitué de dépréciation des titres d'investissement que si leur valeur de marché est inférieure au prix de revient.

En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre de l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-03 sur le risque de crédit.

Elle est enregistrée dans la rubrique : « Coût du risque ».

En cas de cession de titre d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titre pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titre d'investissement des titres antérieurement acquis et des titres à acquérir conformément au règlement CRC 2005-01, hors exception prévue par ce texte et par le CRC 2008-17.

d) Titres de l'activité de portefeuille :

Conformément à l'avis 00.09 du Conseil National de la Comptabilité, et à l'instruction 2000-12 de l'Autorité de contrôle prudentiel, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des "investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer à sa gestion opérationnelle".

Les titres d'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation des plus-values latentes constatées.

Elles sont enregistrées sous la rubrique : « soldes des opérations des portefeuilles de placement et assimilées ».

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA ne détient pas de titres susceptibles de répondre à cette définition au 31/12/2024.

e) Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme.

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement de crédit.

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influencer la gestion de cette dernière, en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

L'ensemble de ces titres est comptabilisé pour leur prix d'acquisition frais inclus. Les frais accessoires à l'achat et à la vente sont enregistrés en charges d'exploitation.

A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

Ces moins-values latentes sont l'objet de dépréciation sans compensation des plus-values latentes. La valeur d'utilité de ces titres représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention.

Les éléments qui peuvent être pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, les capitaux propres, les cours moyens de bourse des derniers mois.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession relative à ces titres sont enregistrées sous la rubrique : « résultat net sur les actifs immobilisés ».

NOTE I n° 4 Immobilisations :

La Banque Cantonale de Genève (France) S.A. applique le règlement du CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Par conséquent, la Banque Cantonale de Genève (France) SA applique à ce titre la méthode de comptabilisation des actifs par composants, conformément aux dispositions de ce règlement, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle.

En application du CRC 2004-06, le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directes ou indirectes à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

a) Immobilisations incorporelles :

Les frais d'établissement et les logiciels acquis sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

BCGEF a initié en 2019 un projet de développement global de Service Bancaire Quotidien auprès de ces clients.

Ce projet s'inscrit dans un axe de déploiement plus général de service auprès de sa clientèle Corporate et Retail.

L'ensemble de ces coûts respectent les critères de comptabilisation des coûts de développement, tels que définis par la réglementation comptable.

Cet actif est composé de 2 lots :

Un premier lot représente un montant de 3 261 k€ et il est amorti sur une durée de 5 ans à partir du 15/11/2021.

Un deuxième lot représente un montant de 129 k€ et il est amorti sur une durée de 51 mois. (117 k€ à partir du 30/09/2022 et 12 k€ à partir du 30/04/2023).

Pour ces 2 lots : la date de fin d'amortissement au 15/11/2026.

Un troisième lot représente un montant de 85 k€ et il est amorti sur une durée de 5 ans à partir du 9/12/2024

b) Immobilisations corporelles :

Les immobilisations figurent au coût historique. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur les durées suivantes :

Aménagements, installations	10 ans	linéaire
Mobilier	5 ans	linéaire
Matériel de bureau	5 ans	linéaire
Matériel informatique	3 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ou 5 ans	linéaire

NOTE I n° 5 Dettes envers les établissements de crédit à la clientèle :

Les dettes envers les établissements de crédit, et les créances à la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale et la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit
- Comptes ordinaires
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

NOTE I n° 6 Dettes représentées par un titre :

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support :

- Bons de caisse
- Titres de marché interbancaire
- Titres de créance négociable
- Emprunts obligataires à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif : « Dettes subordonnées »

NOTE I n° 7 Provisions :

La Banque Cantonale de Genève (France) SA, applique le règlement du C.R.C 2000-06 sur les passifs concernant la comptabilisation et évaluation des provisions rentrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions peuvent comprendre notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques divers.

NOTE I n° 8 Charges et produits exceptionnels :

Ils représentent les charges et les produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations qui ne relèvent pas du cadre des activités courantes de la société.

NOTE I n° 9 Impôts sur les bénéfices (charges fiscales) :

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant aux comptes de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3.3%.

NOTE I n° 10 Engagement en matière de retraite, de préretraite :

La Banque Cantonale de Genève (France) SA, applique partiellement à compter du 01 janvier 2013 la recommandation 2013-02 de norme comptable du 7 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires.

Contrairement à cette réglementation, La Banque Cantonale de Genève (France) SA, ne provisionne pas ces engagements de retraites et avantages similaires au motif de sa date de création en juillet 2013 et du nombre de salariés pouvant bénéficier de ces mesures conventionnelles.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des unités de crédits projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspond au droit acquis sur l'exercice, le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

La valeur probable des indemnités à verser a été valorisé à 114 K€.

- ✓ Âge limite de départ en retraite : 65 ans
- ✓ Taux d'actualisation retenu : 3.38 %
- ✓ Taux de rotation des effectifs : 13,91 %
- ✓ Taux de revalorisation des salaires : 3.00 %
- ✓ Taux de charges sociales utilisé : 65 %

NOTE I n° 11 Engagement en matière de formation :

Depuis le 1 janvier 2015, chaque salarié dispose d'un compte individuel de formation.

II- INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU BILAN**NOTE II- n°1 Tableau de ventilation des actions et autres titres à revenus variables :**

(En milliers d'euros)

	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissements	Titres de l'activité de portefeuille
Actions et autres titres à revenu variable		0		
Créances rattachées				
TOTAL		0		

Le portefeuille de titres de placement a été cédé en septembre 2010.

La Banque Cantonale de Genève France S.A n'est pas exposée de façon directe ou indirecte aux risques souverains, notamment de pays de la zone euro.

NOTE II- n°2 Participations et activités de portefeuille :

(En milliers d'euros)

Informations relatives aux participations	Cie Foncière Franco-Suisse	Cie Foncière Whympier	Rhône Saône Courtage	Rhône Saône Léman II
	139, rue Vendôme, 69006 Lyon	139, rue Vendôme, 69006 Lyon	20, Place Louis Pradel, 69001 Lyon	20, Place Louis Pradel, 69001 Lyon
Capital Social	2 088	100	10	10
Réserves et reports à nouveau avant affectation des résultats	14 560	-42	19	0
Quote-part du capital détenu (en %)	33,33%	33,33%	100%	100%
Valeur comptable des titres détenus	663	33	10	10
Prêts et avances consentis non remboursés	0	0	0	0
Montant des engagements donnés par la société	0	0	0	0
Chiffres d'affaires H.T. du dernier exercice	0	0	0	0
Résultat du dernier exercice	3 892	-39	-6	0
Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	1 675	0	0	0

NOTE II- n°3 Immobilisations :

(En milliers d'euros)

En milliers €	Valeur brute début exercice	Transferts & mouvements	Valeur brute fin d'exercice	Amort. Début d'exercice	Dotations aux Amort.	Diminutions aux amort. Aux éléments cédés	Cumul amort. Fin d'exercice	Valeur nette fin d'exercice
Immobilisations incorporelles								
Frais établissements	0	0	0	0	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	1 322	18	1 340	1 308	10	0	1 318	22
SBQ Lot 1 + Lot 2	3 261	0	3 261	1 387	652	0	2 039	1 222
SBQ Lot 3	129	0	129	39	31	0	70	59
SBQ Lot 4	0	85	85	0	1	0	1	84
Autres immob. en cours*	118	-36	82	0	0	0	0	82
Total Immob. incorporelles	4 830	67	4 897	2 734	694	0	3 428	1 469
Immobilisations corporelles								
Agencement, aménagement	1 422	776	2 198	761	161	0	922	1 276
Matériel de bureau & informatique	1 198	72	1 270	1 086	78	0	1 164	106
Matériel de transports	428	0	428	223	77	0	300	128
Autre immob. Corporelle	3	0	3	0	0	0	0	3
Autre immob. Corporelle en cours	260	-260	0	0	0	0	0	0
Total Immob. corporelles	3 311	588	3 899	2 070	316	0	2 386	1 513
Immobilisations financières								
Participation et activité de portefeuille	742	7 861	8 603	0	0	0	0	8 603
Total Immob. financière	742	7 861	8 603	0	0	0	0	8 603

NOTE II- n°4 Ventilation et détails des autres actifs et autres passifs :

(En milliers d'euros)

Autres actifs	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Créances sociales et fiscales	844	397	447
Stés du groupe (C.F.F.S., R.Saône Courtage, R.Saône Léman)	9	4 077	-4 068
Autres débiteurs	959	989	-30
	1 812	5 463	-3 651
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>55</i>	<i>4 080</i>	<i>-4 025</i>

Autres Passifs	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Fournisseurs, fournisseurs d'immobilisations & BPI	341	621	-280
Dettes sociales et fiscales	1 432	1 274	158
Compte courant Stés du groupe	6	4	2
Créditeurs divers	235	195	40
Gages espèces	3 676	600	3 076
	5 690	2 694	2 996
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>3 715</i>	<i>798</i>	<i>2 917</i>

NOTE II- n°5 Comptes de régularisation :

(En milliers d'euros)

Comptes de régularisation actifs	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Charges constatées d'avance	293	236	57
Produits à recevoir	157	318	-161
Comptes de régularisation divers	304	996	-692
	754	1 550	-796
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>0</i>	<i>16</i>	<i>-16</i>
Comptes de régularisation Passifs	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Produits constatés d'avance*	0	0	0
Charges à payer	2 121	2 221	-100
Comptes de régularisation divers	3 140	954	2 186
	5 261	3 175	2 086
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

* Etalement des commissions frais de dossier reclassé en créances à la clientèle pour un montant de 2 368 k€ en 2024 conformément à l'ANC 2014-07.

NOTE II- n°6 Ventilation de certains actifs/passifs selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'euros)

ACTIF

Poste de l'actif	< à 3 mois	> 3mois<1an	>1an<5ans	> 5ans	Total au 31/12/2024	Total au 31/12/2023
<u>Créances sur les établ. de crédits</u>						
- à vue	12 751				12 751	27 518
- à terme	0	0	0	0	0	0
- Créances rattachées	0				0	0
	12 751	0	0	0	12 751	27 518
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>0</i>				<i>0</i>	<i>17 970</i>
<u>Crédits à la clientèle nets s/participation</u>						
- Autres concours à la clientèle*	123 190	103 955	457 661	256 640	941 446	928 601
- Créances rattachées	3 419				3 419	3 709
- Etalement des commissions(1)	-2 368				-2 368	-2 721
- Provisions**	-11 315				-11 315	-10 424
	112 926	103 955	457 661	256 640	931 182	919 165
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>0</i>	<i>1 638</i>	<i>0</i>	<i>306</i>	<i>1 944</i>	<i>2 068</i>

(1) conformément à l'ANC 2014-07

	31/12/2024	31/12/2023	Variation en %
*dont créances douteuses non compromises (Poste 291 xxx)	27 054	31 617	-14%
*dont créances douteuses compromises	1 602	1 551	3%
	28 656	33 168	-22%
**dont provisions sur créances douteuses non compromises (299xxx)	-9 843	-11 843	9%
**dont provisions sur créances douteuses compromises	-1 472	-1 418	4%
	-11 315	-10 425	8%

PASSIF

Poste du Passif	< à 3 mois	> 3mois<1an	>1an<5ans	> 5ans	Total au 31/12/2024	Total au 31/12/2023
<u>Dettes envers les établissements de crédits</u>						
- Comptes ordinaires créditeurs*	0	0	0	0	0	0
- Comptes à terme	10 000	0	0	0	10 000	10 311
- Emprunts à terme**	9 863	47 172	219 023	452 290	728 348	738 324
- Dettes rattachées sur emprunts***	895	0	0	0	895	1 051
	20 758	47 172	219 023	452 290	739 243	749 686
* dont comptes envers entreprises liées	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

** dont emprunts envers entreprises liées	9 863	47 172	219 023	452 290	728 348	738 324
*** dont dettes envers entreprises liées	894	0	0	0	894	1 045
Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle						
- Autres dettes à vue	42 535	0	0	0	42 535	75 260
- Autres dettes à terme	30 100	26 142	6 327	0	62 569	42 043
- Dettes rattachées	298	0	0	0	298	224
	72 933	26 142	6 327	0	105 402	117 527
Dont entreprises liées	7 781	0	0	0	7 781	16 645

NOTE II- n°7 Dettes subordonnées :

Pour mieux favoriser son essor et tenir dûment compte des normes réglementaires plus restrictives en matière de contrôle de grands risques, à compter du 1er janvier 1999, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a émis, dans le courant du dernier trimestre 1998, un emprunt subordonné de 7 622 milliers d'euros, entièrement souscrit par sa maison mère, remboursé en date du 27/10/2004.

A cette même date, un nouvel emprunt subordonné a été souscrit pour un montant de 10 500 milliers d'euros à échéance du 27/06/2017.

Cet emprunt subordonné a été renégocié une première fois le 31 mai 2012, pour son montant, à échéance 27 juin 2022 puis il a été remboursé le 21 juin 2017.

Le 21 juin 2017, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a émis un nouvel emprunt subordonné de 10 500 milliers euros, à échéance 21 juin 2027. Cet emprunt a été souscrit par Swiss Public Finance Solution SA.

Cet emprunt subordonné a été remboursé par anticipation le 30/03/2023.

A cette même date, un nouvel emprunt subordonné a été souscrit pour un montant de 20 000 milliers d'euros à échéance du 30/03/2033. Cet emprunt a été souscrit par Swiss Public Finance Solution SA.

Au titre de l'article 4.d du règlement n°90-02 du C.R.B.F, cet emprunt subordonné est pris en compte dans les fonds propres prudentiels de la banque.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA se réserve, en tout temps, la prérogative de pouvoir convertir tout ou partie du montant de l'emprunt subordonné souscrit par elle-même, sous la forme de quote-part à une augmentation du capital social.

NOTE II- n°8 Capitaux propres :

Le capital de la Banque Cantonale de Genève (France) SA est détenu pour 100% par la Banque Cantonale de Genève (hors actions détenues par les membres du Conseil de Surveillance).

NOTE II- n°9 Variation des capitaux propres :

(En milliers d'euros)

	Solde au 31/12/2023	Affectation du bénéfice 2023	Distribution de dividendes	Autres variations 2024	Solde au 31/12/2024
Capital*	50 000			0	50 000
Prime d'émission					0
Prime d'apport					0
Réserve légale	3 000	479			3 479
Réserves réglementées					0
Autres réserves	45 982	8 189		0	54 171
Report à nouveau	0			0	0
Résultat	9 578	-8 668	-910		0
	108 560	0	-910	0	107 650

* Le capital social est composé de 1.000.000 actions de 50 €.

NOTE II- n°10 Provision pour risques et charges :

(En milliers d'euros)

	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde au 31/12/2024
Provisions pour risques et charges	357	287	0	644

NOTE II- n°11 Ventilation impôt société :

(En milliers d'euros)

	2024	2023
- impôt société sur résultat d'exploitation	2 186	3 037
- impôt société sur résultat exceptionnel	11	-9
Total impôt société	2 197	3 028

III- INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**NOTE III- n°1 Intérêts et produits assimilés :**

(En milliers d'euros)

Intérêts et produits assimilés	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts sur compte de la Banque de France	1 067	584
Intérêts sur comptes et emprunts BCGE	114	3
Intérêts sur autres comptes (Natixis, Société Générale, ...)	38	62
Sur opérations avec les établissements de crédits	1 219	649
Intérêts sur encours crédits sains	46 487	45 654
Indemnisation remboursement anticipé	13	46
Intérêts sur avance en compte courant CFPS et CFW	332	185
Intérêts sur compte ordinaire débiteur Arkéa	1	1
Intérêts sur encours crédits douteux	2 087	2 313
Provisionnement des intérêts	-467	-609
Etalement des commissions*	1 105	1 471
Produits sur engagement hors bilan	1 805	1 805
Sur opérations avec la clientèle	51 363	50 866
Total des intérêts et produits assimilés	52 582	51 515
Dont entreprises liées	446	188

*reclassement conformément à l'ANC 2014-07

NOTE III- n°2 Intérêts et charges assimilées :

(En milliers d'euros)

Intérêts et charges assimilés	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts & frais surcomptes	35	15
Intérêts & indemnisations sur remboursement anticipé	0	0
Intérêts sur emprunts & comptes à terme	24 683	22 772
Intérêts sur dette subordonnée	1 059	871
Sur opérations avec les établissements de crédits	25 777	23 658
Intérêts sur comptes à terme placement client	1 356	1 032
Sur opérations avec la clientèle	1 356	1 032
Total des intérêts et charges assimilés	27 133	24 690
Dont entreprises liées	25 377	23 017

NOTE III- n°3 Commissions :

(En milliers d'euros)

	2024		2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Commissions sur opérations interbancaires	34		235	
Commissions sur opérations de services financiers	122	2 384	11	2 545
Commissions sur opérations avec la clientèle*		436		570
Total	156	2 820	246	3 115
Dont entreprises liées	94	0	0	0

L'application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 a donné lieu à la comptabilisation d'un retraitement.

L'impact de l'étalement des produits de commissions est de 1 105 k€ pour 2024.

NOTE III- n°4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'euros)

	2024		2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Autres charges ou produits		0		0
Transfert de charges		28		44
Charges refacturées P.N.B		0		0
Charges refacturées non P.N.B		250		73
Production immobilisée SBQ		71		10
Total	0	349	0	127
Dont entreprises liées	0	206	0	46

NOTE III- n°5 Frais de personnel :

(En milliers d'euros)

Frais de personnel	2024	2023
Salaires et traitements	5 565	4 909
Charges de retraite	0	0
Autres charges sociales	3 161	2 893
Impôts et taxes sur rémunérations	810	741
Participation (y compris forfait social)	266	288
Autres	79	157
Total	9 881	8 988
Dont entreprises liées	0	0

NOTE III- n° 6 Autres frais administratifs :

(En milliers d'euros)

Autres frais administratifs	2024	2023
Autres impôts et taxes	416	712
Redevances et locations	995	904
Commissions d'intermédiaires	0	1
Audit interne et services fournis par BCGE	173	191
Sous-traitance informatiques	3 898	3 266
Assurances	67	64
Marketing et communication	564	747
Télécom et communication	108	103
Honoraires	509	673
Formations et cotisations	155	113
Frais d'actes et de contentieux	49	59
Recrutements et personnels intérimaires	116	141
Autres frais	726	623
Total	7 776	7 597
Dont entreprises liées	173	191

NOTE III- n°7 Coût du risque :

(En milliers d'euros)

	Dotations et pertes de l'exercice	Reprises provisions utilisées de l'exercice	Reprise provisions non utilisées de l'exercice	Récupération sur créances totalement amorties	Solde au 31/12/2024
Coût du risque	3 049	-520	-1 351	-357	821
Total	3 049	- 520	-1 351	-357	821

	Solde au 31/12/2023	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Solde au 31/12/2024
Dépréciations pour le risque de crédit				
- Sur clients (capital + intérêts)	9 785	3 332	-2 139	10 978
- Actualisation des garanties	640	259	-561	338
Total	10 425	3 591	-2 700	11 316

Détail des pertes couvertes et non couvertes (en milliers d'euros)

	2024	2023
Perte couverte par des provisions	540	1 682
Perte non couverte par des provisions	0	2
	540	1 684

Au 31/12/2024, le coût du risque annualisé est de 0.08 % contre 0.10 % au 31/12/2023.

II- n°8 Résultat exceptionnel :

(En milliers d'euros)

	2024		2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits exceptionnels		6		35
Charges exceptionnelles	45		62	
	45	6	62	35

Les produits exceptionnels 2024 sont composés :

Divers : 6k€

Les charges exceptionnelles 2024 sont composées :

Cotisation aux différents FGD : 2 k€

Prorata de TVA : 32 k€

Pertes opérationnelles : 3 k€

Autres : 8 k€

NOTE III- n°9 Résultat par action :

(En euros)

	2024	2023
Résultat après impôts	8 065 194,98	9 578 545,85
Nombre d'actions ordinaires existantes	1 000 000	1 000 000
Résultat par action après impôts et dotations aux amortissements et provisions	8,07	9,58

IV- INFORMATIONS RELATIVES AU HORS-BILAN**NOTE IV- n°1 Engagements donnés :**

(En milliers d'euros)

	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Engagement de financement	97 021	104 559	-7 538
<i>dont entreprises liées</i>	0	0	0
Engagement de garantie	24 345	31 699	-7 354
<i>dont entreprises liées</i>	377	377	0
Engagement sur titres	0	0	0
<i>dont entreprises liées</i>	0	0	0

Nous confirmons que nous n'avons aucune opération sur dérivés au 31/12/2024 et au 31/12/2023.

NOTE IV- n°2 Engagements reçus :

(En milliers d'euros)

	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Engagement de financement	184 787	177 888	6 899
<i>dont entreprises liées</i>	184 787	177 888	6 899
Engagement de garantie	524 236	472 580	51 656
<i>dont entreprises liées</i>	33	44	-11
Engagement sur titres	0	0	0
<i>dont entreprises liées</i>	0	0	0

V- AUTRES INFORMATIONS**NOTE V-n°1 Effectif du personnel en activité :**

	2024	2023
Effectif*	83	77
- dont cadres	54	48
- dont non cadres	29	29

*hors apprentis et CDD de remplacement

NOTE V-n°2 Jetons de présence :

Au titre de l'année 2024, le montant de jetons de présence versé s'élève 70 000€.

NOTE V-n°3 Consolidation :

Les comptes de la Banque Cantonale de Genève (France) SA sont consolidés par sa maison mère, la Banque Cantonale de Genève.

NOTE V- n°4 Faits significatifs de l'exercice :

Néant

NOTE V- n°5 Evénements postérieurs à la clôture :

Néant

NOTE V-n°6 Sous-participations :

(En milliers d'euros)

Encours sous participés	31/12/2024	31/12/2023	Variation en Keur	Variation en %
Encours sains	584 345	584 470	-125	0%
Encours directs BCGEF	137 434	142 125	-4 691	-3%

S/P BCGE Genève	424 964	418 497	6 467	2%
S/P Autres Partenaires	21 947	23 848	-1 901	-8%
Encours douteux	21 523	19 699	1 824	9%
Encours directs BCGEF	7 710	6 565	1 145	17%
S/P BCGE Genève	13 813	13 134	679	5%
S/P Autres Partenaires	0	0	0	0%

V– Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société BANQUE CANTONALE DE GENEVE FRANCESA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société BANQUE CANTONALE DE GENEVE FRANCE SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci- avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit dépréciation des prêts (immobiliers et entreprises)	
Risque identifié	Notre réponse
<i>Voir notes I n°2, II n°6 et III n°7 de l'annexe aux comptes annuels</i>	
Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d’un risque de crédit qui expose Banque Cantonale de Genève France SA à une perte potentielle si son client se trouve dans l’incapacité éventuelle de faire face à ses engagements financiers.	Sur la base de notre évaluation du risque, nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de Banque Cantonale de Genève France SA relatif à l’appréciation du risque de crédit et testé les contrôles clés en matière de dépréciations du portefeuille de prêts et créances à la clientèle. Nous avons évalué la méthodologie et les hypothèses retenues par la direction à cet égard.
Banque Cantonale de Genève France SA constitue ainsi des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Banque Cantonale de Genève France SA a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles, qui sont évaluées à dire d’expert, en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d’être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés, comme indiqué en note I n°2 de l’annexe aux comptes annuels.	Nos travaux comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l’appréciation du dispositif de revue en place par Banque Cantonale de Genève en France en ce qui concerne la dépréciation des crédits, au travers de notre revue des garanties éventuelles, des comités de crédits et du processus de gestion des impayés, sur une sélection de dossiers ;• la revue des comités de crédits afin de s’assurer que le processus fait l’objet d’une supervision appropriée par la gouvernance ;• sur la base d’un échantillon de prêts, la réalisation de tests substantifs relatifs à l’évaluation des dépréciations nettes des garanties, le cas échéant, et à l’obtention de la documentation sous-tendant le jugement de la direction ;• la vérification pour les encours des prêts des rapprochements entre les éléments de gestion et la comptabilité.
Les crédits comptabilisés au bilan au 31 décembre 2024 s’élèvent à 944,5 millions d’euros, en valeur brute. Les dépréciations individuelles relatives aux encours douteux et contentieux s’élèvent à 11,0 millions d’euros.	
Le coût du risque sur l’exercice clos au 31 décembre 2024 est une dotation nette de 0,8 millions d’euros.	
Nous avons considéré que l’évaluation des dépréciations sur les crédits à la clientèle constituait un point clé de l’audit compte tenu des montants en jeu, du niveau de jugement exercé par la direction et nécessaire à leur détermination dans un contexte économique incertain.	Nous avons également examiné les informations publiées en annexe aux comptes relatives au risque de crédit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Seyssinet-Pariset et Paris-La Défense, le 10 avril 2025

Les commissaires aux comptes :

BBM et Associés
Antoine SIRAND

Deloitte & Associés
Anne-Elisabeth PANNIER

Partie B. — Comptes consolidés de l'exercice au 31 décembre 2024
Bilan, Hors bilan, et Compte de résultat

I. - Bilan au 31/12/2024

BILAN CONSOLIDE ACTIF

EN K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Caisses, banques centrales, CCP	33 874	44 230	-10 356
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit :	16 173	32 358	-16 185
-à vue	16 173	32 358	-16 185

- à terme			
Créances sur la clientèle :	932 258	926 115	6 143
- créances commerciales	1 724	7 601	-5 877
- autres concours à la clientèle *	930 166	917 082	13 084
- comptes ordinaires débiteurs	368	1 432	-1 064
Affacturage			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Promotion immobilière	40 990	58 738	-17 748
Participations et activité de portefeuille	5 574	330	5 244
Parts dans les entreprises liées			
Opérations de crédit-bail			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	1 486	2 097	-611
Immobilisations corporelles	17 999	18 506	-507
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	5 228	9 530	-4 302
Impôts différés Actif	1 410	1 304	106
Comptes de régularisation	813	3 749	-2 936
TOTAL ACTIF	1 055 805	1 096 957	-41 152

* Reclassement des retraitements concernant l'étalement des commissions frais de dossiers en 2024 : 2 368 K€ conformément au règlement ANC 2014-07 (2 721 K€ en 2023).

BILAN CONSOLIDE PASSIF

EN K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit :	781 972	784 427	-2 455
- à vue	895	1 051	-156
- à terme	781 077	783 376	-2 299
Comptes ordinaires de la clientèle	109 176	115 607	-6 431
Comptes d'épargne à régime spécial			
- à vue			
- à terme			
Autres dettes	109 176	115 607	-6 431
- à vue	40 223	69 943	-29 720
- à terme	68 953	45 664	23 289
Dettes représentées par un titre :			
- bons de caisse			
- titres de créances négociables			
- emprunts obligataires			
- autres dettes représentées par un titre			
Autres passifs	11 615	10 640	975
Impôts différés Passif	996	1 046	-50
Comptes de régularisation *	6 895	48 299	-41 404
Provisions pour risques & charges	2 055	652	1 403
Ecart d'acquisition			
Provisions réglementées			
Subventions d'investissement			
Dépôts de garantie à caractère mutuel			
Fonds pour risques bancaires généraux			
Dettes subordonnées	20 003	20 006	-3
Capitaux propres - part du Groupe	122 700	116 079	6 621
Capital souscrit	50 000	50 000	
Prime d'émission			
Réserves consolidées	65 669	56 445	9 224
Ecart de réévaluation			
Report à nouveau	-496	-1 480	984
Résultat	7 527	11 114	-3 587
Intérêts minoritaires	393	201	192
Réserve	180	173	7
Résultat	213	28	185
TOTAL PASSIF	1 055 805	1 096 957	-41 152

* Reclassement des retraitements concernant l'étalement des commissions frais de dossiers en 2024 : 2 368 K€ conformément au règlement ANC 2014-07 (2 721 K€ en 2023).

HORS-BILAN CONSOLIDE AU 31 /12/2024**ENGAGEMENTS RECUS**

En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Engagements de financement :	184 787	177 888	6 899
- reçus d'établissements de crédit	184 787	177 888	6 899
Engagements de garantie :	524 236	472 580	51 656
- reçus d'établissements de crédit	3 257	4 205	-948
- reçus de la clientèle *	520 979	468 375	52 604
Engagements sur titres :			
- titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
- autres engagements reçus			
	709 023	650 468	58 555

* Dont garanties hypothécaires déclarées à ACPR (11/2024) : 363 618 K€ et des garanties PGE (12/2024) pour 1 778 K€

ENGAGEMENTS DONNES

En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Engagements de financement :	97 021	104 559	-7 538
- en faveur d'établissements de crédit			
- en faveur de la clientèle	97 021	104 559	-7 538
Engagements de garantie :	24 345	31 699	-7 354
- d'ordre d'établissements de crédit			
- d'ordre de la clientèle (dont engagements douteux)	24 345	31 699	-7 354
Engagements sur titres :			
- titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise			
- autres engagements donnés			
	121 366	136 258	-14 892

II. — Compte de Résultat du 31/12/2024**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (1/2)**

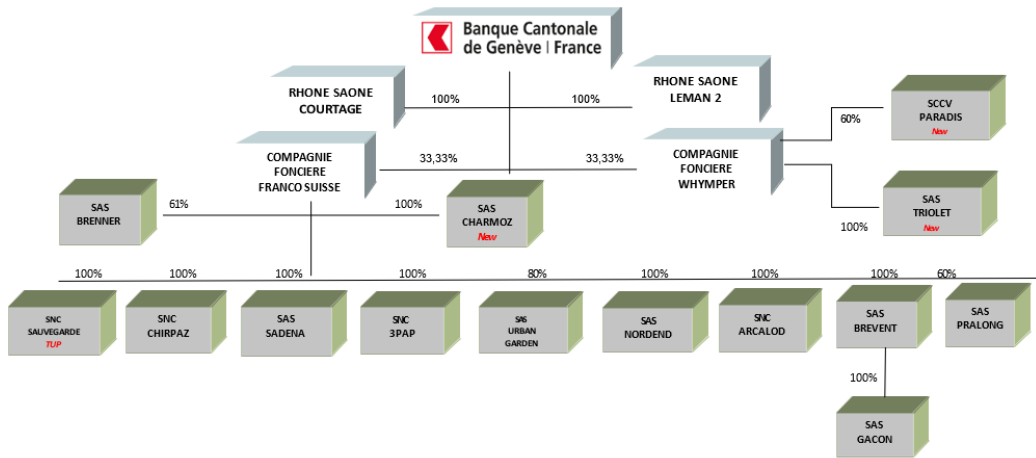
En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Intérêts et produits assimilés :	52 472	51 421	1 051
- sur opérations avec les Ets de crédit	1 219	649	570
- sur opérations avec la clientèle *	51 155	50 726	429
- sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
- sur autres intérêts et produits assimilés	98	46	52
Intérêts et charges assimilées :	-28 262	-25 835	-2 427
- sur opérations avec les Ets de crédit	-25 777	-23 658	-2 119
- sur opérations avec la clientèle	-1 334	-1 032	-302
- sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
- sur autres intérêts et charges assimilées	-1 151	-1 145	-6
Produits sur opérations de crédit-bail	0	0	0
Charges sur opérations de crédit-bail	0	0	0
Produits sur opérations de location simple	0	0	0
Charges sur opérations de location simple	0	0	0
Revenus de titres à revenu variable	11	85	-74
Commissions (produits)*	2 820	3 115	-295
Commissions (charges)	-156	-246	90
Gains sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0	0
Pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0	0
Gains sur opérations des portefeuilles de placement	0	0	0
Pertes sur opérations des portefeuilles de placement	0	0	0
Autres produits d'exploitation :	20 307	29 783	-9 476
- bancaire	20 307	29 783	-9 476
- non bancaire	0	0	0
Autres charges d'exploitation :	-15 982	-24 410	8 428
- bancaire	-15 982	-24 410	8 428
- non bancaire	0	0	0
PRODUIT NET BANCAIRE	31 210	33 913	-2 703

* Reclassement des commissions étables en 2024 : 1 105 K€ conformément à l'ANC 2014-07

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (2/2)

En K€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Charges générales d'exploitation	-17 997	-16 830	-1 167
- frais de personnel	-9 913	-8 988	-925
- autres frais administratifs	-8 084	-7 842	-242
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-1 791	-1 964	173
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	11 422	15 119	-3 697
Cout du risque	-821	-948	127
RESULTAT D'EXPLOITATION avant dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	10 601	14 171	-3 570
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	0	0	0
Gains sur actifs immobilisés	0	0	0
Pertes sur actifs immobilisés	0	0	0
RESULTAT D'EXPLOITATION après dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	10 601	14 171	-3 570
Produits exceptionnels	59	39	20
Charges exceptionnelles	-67	-89	22
Impôt sur les bénéfices	-2 853	-2 978	125
Quote part des sociétés M.E.E			
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	7 740	11 143	-3 403
Intérêts minoritaires	213	28	185
RESULTAT NET - part Groupe	7 527	11 115	-3 588
Résultat par action	7,53	11,12	
Résultat dilué par action	7,53	11,12	

ORGANIGRAMME



III— Annexe aux comptes consolidés

1- Informations relatives au périmètre de consolidation

1.1 Périmètre au 31 décembre 2024

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE), de la société RHONE SAONE COURTAGE, de la société RHONE SAONE LEMAN II et des deux sous-groupes constitués par : la SAS COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISSE (CFFS) et la SAS COMPAGNIE FONCIERE WHYMPER (CFW) et les sociétés qu'elles détiennent, sous-groupes sur lesquels la BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) exerce un contrôle conjoint avec la société SOGEL YM DIXENCE.

Aucune autre filiale de la BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) ne présente un caractère suffisamment significatif pour être retenue dans le périmètre de consolidation.

A noter les changements suivants sur l'exercice 2024 :

- T.U.P. de la SNC SAUVEGARDE dans la société CFFS en date du 26/11/2024
- Acquisition de 100% des titres de la SAS CHARMOZ par CFFS en date du 27/03/2024
- Acquisition de 100% des titres de la SAS TRIOLET par CFW en date du 31/05/2024
- Création de la SCCV PARADIS, immatriculée le 23/10/2024 et détenue à hauteur de 60% par CFW

Le périmètre de consolidation de la BANQUE CANTONALE DE GENEVE (FRANCE) estle suivant :

Dénomination	Société - Mère	% de contrôle de la société mère au 31/12/2024	% de contrôle de la BCG au 31/12/2024	% de contrôle de la BCG au 31/12/2023	Méthode de consolidation
BANQUE CANTONALE GENEVE (France) SA		100%	100%	100%	Intégration globale
RHONE SAONE COURTAGE	Banque Cantonale de Genève (France) SA	100%	100%	100%	Intégration globale
RHONE SAONE LEMAN II	Banque Cantonale de Genève (France) SA	100%	100%	100%	Intégration globale
Compagnie Foncière Franco-Suisse	Banque Cantonale de Genève (France) SA	33,33%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
SNC Sauvegarde95	Compagnie Foncière Franco-Suisse	N/A	N/A	33,33%	Intégration Proportionnelle
SNC CHIRPAZ 95	Compagnie Foncière Franco-Suisse	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
SNC 3 PLACE A. PERRIN	Compagnie Foncière Franco-Suisse	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
SAS SADENA	Compagnie Foncière Franco-Suisse	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
URBAN GARDEN	Compagnie Foncière Franco-Suisse	80%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
NORDEND	Compagnie Foncière Franco-Suisse	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
ARCALOD	Compagnie Foncière Franco-Suisse	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
PRALONG	Compagnie Foncière Franco-Suisse	60%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
BREVENT	Compagnie Foncière Franco-Suisse	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
ALEX GACON	Compagnie Foncière Franco-Suisse	100%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
BRENNER	Compagnie Foncière Franco-Suisse	61%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
CHARMOZ	Compagnie Foncière Franco-Suisse	100%	33,33%	N/A	Intégration Proportionnelle
COMPAGNIE FONCIERE WHYMPER	Banque Cantonale de Genève (France) SA	33,33%	33,33%	33,33%	Intégration Proportionnelle
TRIOLET	Compagnie Foncière WHYMPER	100%	33,33%	N/A	Intégration Proportionnelle
PARADIS	Compagnie Foncière WHYMPER	60%	33,33%	N/A	Intégration Proportionnelle

Les pourcentages de contrôle sont identiques aux pourcentages d’intérêt, hormis URBAN GARDEN, PRALONG, BRENNER et PARADIS où le pourcentage d’intérêt est respectivement de 26,66%, 20%, 20,3% et 20%.

A - SARL RHÔNE SAÔNE COURTAGE

La SARL Rhône Saône Courtage est une société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69001, 20, place Louis Pradel, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 532 610 656.

Notre société détient 1 000 parts sur les 1 000 parts de 10 euros de valeur nominale composant le capital social de la SARL Rhône Saône Courtage.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2024) de la SARL RHONE SAONE COURTAGE sont les suivants (sous réserve d’approbation par l’assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	22
CA	0
Résultat d'exploitation	-6
Résultat financier	0
Résultat courant avant impôt	-6
Résultat net	-6

Nous vous rappelons que cette société a pour activité le courtage en opérations immobilières, conseil en matière d’ingénierie patrimoniale, courtage en produits d’assurances et activité de holding.

B - SAS Compagnie Foncière Franco-Suisse

La Compagnie Foncière Franco-Suisse est une société par actions simplifiée à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 088 000 eu ros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 407 521 426.

Notre société détient 4 350 actions sur les 13 050 actions de 160 euros de valeur nominale composant le capital social de la Compagnie Foncière Franco-Suisse. Les 8 700 autres actions sont détenues par SOGELYMDIXENCE HOLDING.

Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2024 de la Compagnie Foncière Franco-Suisse sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	32 208
CA	0
Résultat d'exploitation	-346
Résultat financier	4 938
Résultat courant avant impôt	4 591
Résultat net	3 892

Nous vous rappelons que cette société a pour activité l'acquisition, la construction, la gestion, la location, la commercialisation et la vente de tous immeubles.

C - SNC Sauvegarde 95

La SNC Sauvegarde 95 était une société en nom collectif au capital de 600 000 euros, dont le siège social était à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 400 069 340.

La SNC Sauvegarde a été dissoute en date du 26 novembre 2024 et à la même date, une transmission universelle de son patrimoine à la société Compagnie Foncière Franco-Suisse a été réalisée.

Nous vous rappelons que cette société avait pour activité toutes opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en totalité ou par lots, de tous biens et droits immobiliers et généralement toutes activités de marchand de biens et lotisseur, la location desdits biens et droits immobiliers dans l'attente de leur cession.

D - SNC Chirpaz 95

La SNC Chirpaz 95 est une société en nom collectif au capital de 296 250 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 400 778 437.

La société Compagnie Foncière Franco-Suisse détient 19 750 actions sur les 19 750 actions de 15 euros de valeur nominale composant le capital social de la SNC Chirpaz 95.

Les chiffres sociaux au 31 décembre 2024 de la SNC Chirpaz 95 sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	6 733
CA	59 158
Résultat d'exploitation	1 686
Résultat financier	-159
Résultat courant avant impôt	1 527
Résultat net	1 527

Nous vous rappelons que cette société a pour activité toutes opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en totalité ou par lots, de tous biens et droits immobiliers et généralement toutes activités de marchand de biens et lotisseur, la location desdits biens et droits immobiliers dans l'attente de leur cession.

E - SNC 3 place Antonin Perrin

La SNC 3 place Antonin Perrin est une société en nom collectif au capital de 750 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 399 894 682.

La société Compagnie Foncière Franco-Suisse détient 50 000 actions sur les 50 000 actions de 15 euros de valeur nominale composant le capital social de la SNC 3 place Antonin Perrin.

Les chiffres sociaux au 31 décembre 2024 de la SNC 3 place Antonin Perrin sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	52 813
CA	5 212
Résultat d'exploitation	2 082
Résultat financier	-2 076
Résultat courant avant impôt	6
Résultat net	6

Nous vous rappelons que cette société a pour activité toutes opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en totalité ou par lots, de tous biens et droits immobiliers et généralement toutes activités de marchand de biens et lotisseur, la location desdits biens et droits immobiliers dans l'attente de leur cession.

F - SAS SADENA

La SAS SADENA est une société par actions simplifiée à directoire et conseil de surveillance au capital de 70 218 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 440 326 734.

La société Compagnie Foncière Franco-Suisse détient 747 actions sur les 747 actions de 94 euros de valeur nominale composant le capital social de la SAS SADENA.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/24) de la SAS SADENA sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	260
CA	0
Résultat d'exploitation	- 34
Résultat financier	19
Résultat courant avant impôt	- 15
Résultat net	- 15

Nous vous rappelons que cette société a pour activité le développement et la mise en valeur de ses biens immobiliers.

G - SAS URBAN GARDEN

La SAS URBAN GARDEN est une société par actions simplifiée (société à associé unique) au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 814 949 418.

La société Compagnie Foncière Franco-Suisse détient 8 000 actions sur les 10 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Urban Garden. Les 2 000 actions restantes sont détenues par la SAS AIRE NOUVELLE.

La SAS URBAN GARDEN est détenue à hauteur de 80% par la SAS Compagnie Foncière Franco-Suisse depuis janvier 2019.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2024) de la SAS URBAN GARDEN sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	16
CA	0
Résultat d'exploitation	88
Résultat financier	3
Résultat courant avant impôt	91
Résultat net	4

Nous vous rappelons que cette société a pour activité :

- l'acquisition ou la prise à bail de tous terrains ou droits immobiliers, la réalisation de toutes constructions, exclusivement par voie de sous-traitance, en vue de leur vente,
- et la location éventuelle de ces immeubles avant leur vente.

H - SAS NORDEND

La SAS NORDEND est une société par actions simplifiée (société à associé unique) au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 832 811 608.

La société Compagnie Foncière Franco-Suisse détient 10 000 actions sur les 10 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Nordend.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2024) de la SAS NORDEND sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	3 406
CA	2 321
Résultat d'exploitation	103
Résultat financier	66
Résultat courant avant impôt	169
Résultat net	127

Nous vous rappelons que cette société a pour activité :

- L'acquisition, la propriété, la rénovation, la location et la gestion de tous biens immobiliers,
- et généralement toutes opérations financières, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant ou concourant directement ou indirectement à la réalisation de cet objet et de tous objets similaires ou connexes.

I - SNC ARCALOD

La SNC ARCALOD est une société en nom collectif au capital de 1 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce des sociétés de LYON sous le numéro 839 795 796.

La société Compagnie Foncière Franco-Suisse détient 999 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SNC Arcalod. L'action restante est détenue par la société Brevet.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2024) de la SNC ARCALOD sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	17 799
CA	1 441
Résultat d'exploitation	997
Résultat financier	-962
Résultat courant avant impôt	35
Résultat net	35

Cette société a pour activité :

- acquisition et prise à bail de tous terrains et droits immobiliers,
- obtention de tous droits et autorisations d'occupation de tous terrains et ensembles immobiliers dépendant de tous domaines publics ou privés,
- réalisation sur ces sites de toutes opérations de construction et reconstruction d'immeubles (exclusivement par recours à la sous-traitance) en vue de leur vente, en bloc ou par fractions, avant ou après achèvement,
- location éventuelle de ces immeubles avant leur vente.

J - SAS PRALONG

La SAS PRALONG est une société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce des sociétés de LYON sous le numéro 850 907 486.

La société Compagnie Foncière Franco-Suisse détient 6 000 actions sur les 10 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Pralong. Les 4 000 actions restantes sont détenues par la SC PENTA.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2024) sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	37 143
CA	71 747
Résultat d'exploitation	2 387
Résultat financier	32
Résultat courant avant impôt	2 419
Résultat net	1 712

Cette société a pour activité :

- acquisition de tous terrains, bâtis ou non bâtis, et généralement de tous biens et droits immobiliers,
- la réhabilitation de bâtiments existants et/ou création, après démolition des bâtiments existants, de toutes constructions nouvelles, en vue de la vente, en bloc ou par fractions, avant ou après achèvement, la location immobilière dans l'attente de la vente.

K - SAS BREVENT

La SAS BREVENT est une société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce des sociétés de LYON sous le numéro 890 582 844.

La société Compagnie Foncière Franco-Suisse détient 1 000 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Brevent.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2024) sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	10 442
CA	0
Résultat d'exploitation	-8
Résultat financier	-624
Résultat courant avant impôt	-632
Résultat net	-731

Cette société a pour activité l'acquisition, la souscription, la propriété dans toutes ses prérogatives et la gestion de toutes parts et valeurs mobilières de toutes sociétés, entités et groupements, toutes opérations de location immobilière, toutes activités de promotion immobilière, de restructuration immobilière, d'achat et de vente de biens immobiliers.

L - SAS ALEX GACON

La SAS ALEX GACON est une société par actions simplifiée au capital de 456 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce des sociétés de LYON sous le numéro 775 647 894.

La SAS BREVENT détient 11 999 actions sur les 12 000 actions de 38 euros de valeur nominale composant le capital social de la SAS Alex Gacon. L'action restante est détenue par la société Compagnie Foncière Franco-Suisse.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2024) sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	21 572
CA	11 260
Résultat d'exploitation	- 43
Résultat financier	47
Résultat courant avant impôt	4
Résultat net	4

Cette société a pour activité :

- toute opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en bloc ou par lots, avant ou après achèvement, de tous biens et droits immobiliers et généralement toutes activités de construction-vente d'immeubles et de marchands de biens,
- la création, l'acquisition, l'exploitation, l'organisation, le financement et le contrôle sous toutes ses formes de toutes entreprises ou sociétés et toutes prises de participations,

- l'acquisition, la souscription, la propriété, la gestion et la disposition de toutes actions, parts et valeurs mobilières.

M - SNC RHONE SAONE LEMAN II

La Rhône Saône Léman II, constituée le 24 janvier 2022, est une société en nom collectif au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69001, 20, place Louis Pradel, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 909 545 980.

Notre société détient 9 999 parts sur les 10 000 parts de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SNC Rhône Saône Léman II. L'action restante est détenue par la société Rhône Saône Courtage.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2024) de la SNC RHONE SAONE LEMAN II sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	15
CA	0
Résultat d'exploitation	- 6
Résultat financier	0
Résultat courant avant impôt	- 6
Résultat net	0

Cette société a pour activité : toutes les opérations de marchands de biens.

N - SAS BRENNER

Brenner, constituée le 23 mars 2022, est une société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON 69006, 139 rue Vendôme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 911 670 024.

La société CFFS détient 6 100 actions sur les 10 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS Brenner. Les 3 900 actions restantes sont détenues par CEPRAL Participations.

Les chiffres sociaux (clôture au 31/12/2024) de la SAS Brenner sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	6 292
CA	0
Résultat d'exploitation	- 255
Résultat financier	0
Résultat courant avant impôt	- 255
Résultat net	- 255

Cette société a pour activité : l'acquisition de biens et droits immobiliers sis à RILLIEUX-LA-PAPE (Rhône) sections cadastrales CD 134, CD 135, CD 136 et CD 15 ; le développement sur ce site d'un projet de restructuration des bâtiments existants et de réalisation de nouveaux bâtiments ; la vente de ces bâtiments libres ou occupés, en bloc ou par fraction, avant ou après achèvement.

O - SAS COMPAGNIE FONCIERE WHYMPER

La Compagnie Foncière WHYMPER est une société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée le 14 avril 2024 au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 951 416 874.

Notre société détient 33 333 actions sur les 100 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la Compagnie Foncière WHYMPER. Les 66 667 autres actions sont détenues par SOGELYMDIXENCE HOLDING.

Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2024 de la Compagnie Foncière WHYMPER sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	12 211
CA	0
Résultat d'exploitation	- 19
Résultat financier	- 10
Résultat courant avant impôt	- 29
Résultat net	- 39

Nous vous rappelons que cette société a pour activité :

- l'acquisition, la construction, la restructuration, la rénovation, le financement, la gestion, la location, la commercialisation et la vente de tous biens immobiliers,
- la prise de participation, de droits ou d'intérêts dans toutes sociétés existantes ou nouvelles, poursuivant une telle activité.

P - SAS CHARMOZ

CHARMOZ est une société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée le 06 mars 2023 au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 949 541 916.

La société CFFS détient 1 000 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS CHARMOZ.

Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2024 [et pour l'année complète de 12 mois] de la société CHARMOZ sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	2 642
CA	17
Résultat d'exploitation	- 1
Résultat financier	1
Résultat courant avant impôt	0
Résultat net après IS	- 4

Cette société a pour activité :
-toutes opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en bloc, ou par lots, avant ou après achèvement, de tous biens et droits immobiliers et généralement toutes activités de construction-vente d'immeubles et de marchands de biens ;
-la création, l'acquisition, l'exploitation, l'organisation, le financement et l contrôle sous toutes formes de toutes entreprises ou sociétés et toutes prises de participation;
-l'acquisition, la souscription, la propriété, la gestion et la disposition de toutes actions, parts et valeurs mobilières ;
-tous conseils, études et prestations d'ordre industriel, technique, commercial, financier, administratif ou autre ;
-la gestion et la réalisation d'opérations de trésorerie et de placements.

Q - SAS TRIOLET

TRIOLET est une société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée le 25 novembre 2020 au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 891 412 918.

La société CFW détient 1 000 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SAS TRIOLET.
Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2024 [et pour l'année complète de 12 mois] de la société TRIOLET sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	40 985
CA	139
Résultat d'exploitation	- 51
Résultat financier	10
Résultat courant avant impôt	- 41
Résultat net après IS	- 51

Cette société a pour activité :
- toutes opérations d'achat et/ou construction en vue de la vente, en bloc, ou par lots, avant ou après achèvement, de tous biens droits immobiliers et généralement toutes activités de construction-vente (en sous-traitance) et de marchands de biens ;
- holding ;
- conseil, études et prestations d'ordre industriel, technique, commercial, financier, administratifs ou autre.

R – SCCV PARADIS

PARADIS est une société civile de construction vente au capital de 1 000 euros dont le siège social est à LYON 69006, 139, rue Vendôme, immatriculée le 23 octobre 2024 au registre du commerce et des sociétés de LYON, sous le numéro 934 493 792.

La société CFW détient 600 actions sur les 1 000 actions de 1 euro de valeur nominale composant le capital social de la SCCV PARADIS. Les 400 autres actions sont détenues par Bouygues Immobilier.

Les chiffres sociaux arrêtés au 31 décembre 2024 de la société PARADIS sont les suivants (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale) :

	K EUROS
Total bilan	1 816
CA	0
Résultat d'exploitation	0
Résultat financier	0
Résultat courant avant impôt	0
Résultat net après IS	0

Cette société a pour activité :
- l'acquisition de terrains, biens et droits immobiliers situés à LEVALLOIS PERRET (parcelles cadastrées T160 et G0096) ;
- la construction sur ce terrain, après démolition éventuelle des constructions existantes, en vue de la vente, en totalité ou par fractions, avant ou après achèvement ou en l'état futur d'achèvement, d'un ensemble immobilier à usage principal de logements en accession libre et de logements sociaux, d'un local commercial et de place de stationnement ;
- accessoirement sa mise en location dans l'attente de sa vente ;
- la conclusion de tout financement en vue de la réalisation du projet et l'octroi de sûretés et garanties dans le cadre du projet.

1.2 Variation du périmètre en 2024

Les changements suivants ont eu lieu sur l'exercice 2024 :

- T.U.P. de la SNC SAUVEGARDE dans la société CFFS en date du 26/11/2024

- Acquisition de 100% des titres de la SAS CHARMOZ par CFFS en date du 27/03/2024
- Acquisition de 100% des titres de la SAS TRIOLET par CFW en date du 31/05/2024
- Création de la SCCV PARADIS, immatriculée le 23/10/2024 et détenue à hauteur de 60% par CFW.

2 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation, comparabilité des comptes

2.1- Principes et modalités de consolidation

Depuis le 1er janvier 2021, la BANQUE CANTONALE DE GENEVE applique le règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2020-01 du 09 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés.

En application des dispositions de ce règlement, les principes suivants ont été retenus :

- le périmètre de consolidation par intégration comprend les entreprises à structure de comptes différente, dont l'activité se situe dans le prolongement de l'activité bancaire. Ce périmètre comprend ainsi, notamment, les sociétés de promotion immobilière ;

- la notion d'impôts différés est sensiblement élargie, ceux-ci devant être constatés dès lors qu'une différence temporaire est constatée, sans qu'il ne soit tenu compte du caractère probable ou non de la réalisation de la charge correspondante ;

- les entités créées spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations bancaires ou financières pour le compte de la société mère (entités « ad hoc ») doivent en principe, si la société mère détient le contrôle exclusif, être consolidées par intégration globale.

La directive comptable 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises a été transposée dans le droit français par l'ordonnance n° 2015-900 et le décret n° 2015-903 publiés au Journal officiel du 23 juillet 2015.

En conséquence, l'Autorité des normes comptables a publié, fin 2015, le règlement n° 2015-08 qui modifie les dispositions relatives aux comptes consolidés des entreprises du secteur bancaire.

2.1.1- Périmètre de consolidation

Le règlement de l'Autorité des normes comptables 2020-01 impose l'usage de la méthode de consolidation par intégration des participations sous contrôle exclusif ou influence notable dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de la banque.

En dehors des cas qui sont exposés ci-après, une entreprise est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors que sa consolidation, ou celle du sous-groupe dont elle est la tête, présente, seule ou avec d'autres entreprises en situation d'être consolidées, un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Les seuils de signification en valeur absolue ne sont pas les seuls critères d'appréciation : il est également tenu compte de l'impact qu'aurait la consolidation d'une entité donnée sur la structure du bilan, du hors bilan et du compte de résultat de l'entité consolidante.

Notion de contrôle exclusif : le règlement 2020-02 définit le contrôle exclusif comme le « pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités ».

Notion de contrôle conjoint : le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

Notion d'influence notable : l'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations interentreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

L'influence notable sur les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise est présumée lorsque l'entreprise consolidante dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de cette entreprise.

Exclusions du périmètre de consolidation

Cas d'exclusion : une entreprise contrôlée ou sous influence notable est exclue du périmètre de consolidation lorsque :

- dès leur acquisition, les titres de cette entreprise sont détenus uniquement en vue d'une cession ultérieure, en raison notamment :

o d'opérations de portage lorsque l'entreprise consolidante ou l'une des sociétés du groupe joue le rôle de porteur,

o ou d'opérations d'assistance financière, d'assainissement ou de sauvetage.

Toutefois si le projet de cession ultérieure porte seulement sur une fraction des titres, le contrôle ou l'influence notable est défini par référence à la fraction destinée à être durablement possédée.

- des restrictions sévères et durables remettent en cause substantiellement le contrôle ou l'influence exercée sur cette entreprise ou les possibilités de transferts de fonds entre cette entreprise et les autres entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Une filiale ou une participation peut être laissée en dehors de la consolidation lorsque les informations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés ne peuvent être obtenues sans frais excessifs ou dans des délais compatibles.

Lorsqu'une entreprise est ainsi exclue du périmètre de consolidation, ses titres sont comptabilisés en « titres de participation » dans les comptes consolidés.

Le périmètre ainsi constitué répond aux dispositions du règlement de l'Autorité des normes comptables 2020-01.

2.1.2 Méthodes de consolidation

Les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif, tel que défini par le règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2020-01 sont intégrées globalement.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au passif du bilan et au compte de résultat consolidé.

Les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, telle que définie par le règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2020-01, sont mises en équivalence.

Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Les entreprises détenues conjointement avec d'autres associés, au sens du règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2020-01, sont consolidées par intégration proportionnelle. Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres dans les comptes de la société consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans le bilan et le résultat de la société consolidée.

L'application des méthodes de consolidation par intégration aux entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement de l'activité bancaire satisfait aux principes généraux de présentation prévu par le règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2020-01, à savoir :

- les postes constitutifs de l'activité intégrée sont présentés dans les postes de même nature déjà présents dans le bilan, hors bilan et compte de résultat consolidés de l'activité bancaire,

- si les postes à caractère bancaire ne sont pas à même de rendre compte des caractéristiques de l'activité intégrée ou si une telle présentation ne permet plus de rendre compte des caractéristiques propres de l'activité bancaire, les postes constitutifs de l'activité intégrée sont présentés, dans le compte de résultat, sous la rubrique "Produits nets des autres activités".

La Banque Cantonale de Genève (France) consolide :

- le groupe CFFS selon la méthode de l'Intégration Proportionnelle conformément au pacte d'actionnaire signé entre tous les associés de CFFS ;
- le groupe COMPAGNIE FONCIERE WHYMPER selon la méthode de l'Intégration Proportionnelle du fait de l'existence d'un contrôle conjoint.

2.1.3 Date de clôture des comptes

Les sociétés consolidées ont toutes arrêté leurs comptes au 31 décembre 2024.

2.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes des sociétés consolidées sont éventuellement retraités pour harmonisation avec les méthodes du Groupe.

2.2.1 Retraitements effectués

2.2.1.1 Elimination des comptes et opérations réciproques

L'élimination des comptes et créances réciproques concerne les sociétés consolidées par intégration globale et proportionnelle, et essentiellement les postes ou opérations suivantes :

- les créances et les dettes,
- les prêts et emprunts,
- les produits et charges financiers,
- les engagements hors bilan.

2.2.1.2 Retraitement des comptes sociaux

A – Dividendes intra-groupe

La part des dividendes versée par les filiales appartenant au périmètre de consolidation et encaissée par des sociétés du groupe est éliminée du résultat consolidé pour être portée directement en réserves.

B – Cessions intra-groupes

Les plus-values de cession réalisées par les filiales appartenant au périmètre de consolidation sur des sociétés du groupe sont éliminées du résultat consolidé dans la mesure où elles sont significatives.

C - Provisions pour retraite du personnel

Comme prévu par le règlement de l'Autorité des Normes comptables n° 2020-01, le Groupe provisionne les indemnités de départ dues à ses salariés.

La méthode retenue dans le cadre de cette étude est la méthode rétrospective des unités de crédits projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire en fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Cette méthode est proposée par la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (Projected Benefit Obligation). La P.B.O. représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de la retraite, des probabilités de tumover et de survie.

D - Provisions fiscalement réglementées

Ces provisions constatées en vertu de dispositions fiscales sont considérées économiquement non justifiées et font l'objet d'une annulation dans les comptes consolidés.

E - Crédit-bail chez le locataire

En application du principe de prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique et conformément aux principes de consolidation, les contrats de crédit-bail, pour lesquels l'option d'achat sera certainement exercée, font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit. Dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement à crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

Ces traitements s'appliquent également aux contrats de location financière de longue durée. Au titre de l'exercice, aucun cas d'application n'est à noter.

F - Crédit-bail chez le bailleur

Par analogie avec le traitement chez le locataire, le crédit-bail est considéré comme un mode de financement chez le bailleur. Le retraitement conduit à externaliser l'éventuelle plus-value latente qui s'analyse comme la différence entre l'amortissement comptable et l'amortissement financier. Il y a alors comptabilisation d'un impôt différé passif.

Aucun cas d'application n'est à noter sur cet exercice.

G – Marges financières sur stocks

Les marges bancaires intragroupes incluses dans la valeur des stocks du sous-groupe COMPAGNIE FONCIERE FRANCO SUISSE ont été éliminées en tenant compte du taux de marge calculé sur la base des données propres à chaque type de financement.

H – Fiscalité différéePrincipes généraux :

Les différences temporaires résultant du décalage entre l'imposition (ou la déduction) d'une opération et l'exercice de rattachement comptable ont été dégagées, de même que les impôts afférents aux écritures de consolidation. Les flux de l'exercice ont été enregistrés en compte de résultat, selon la méthode du report variable. En application de la règle de prudence, les déficits reportables ne sont pas retenus dans le calcul de l'impôt différé, sauf circonstances constituant une très forte probabilité d'imputation sur des bénéfices fiscaux futurs.

Au 31 décembre 2024, nous appliquons un taux d'impôt différé de 25%, identique à 2023.

En ce qui concerne les distorsions temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal, les impôts différés tant passif qu'actif font l'objet d'un enregistrement dans les comptes consolidés. C'est notamment le cas pour les provisions non déductibles, comme l'ORGANIC, la participation des salariés et l'étalement des frais de dossiers.

Au 31 décembre 2024, l'impôt différé actif constaté s'élève à 1 410 K€ et se compose des éléments suivants :

- impôt différé sur décalages temporaires (participation, ORGANIC, étalement des frais de dossier, redressement fiscal...) : 1 247 K€
- impôt différé sur retraitement de consolidation (marge interne sur stocks, indemnité de retraite) : 120 K€
- impôt différé sur frais d'acquisition des titres : 43 K€

L'impôt différé passif s'élève à 996 K€ à la clôture de l'exercice. Il est composé essentiellement du retraitement des frais de location/commercialisation chez CFFS et de l'ID sur écart d'évaluation GACON.

En cas de résultats déficitaires ponctuels, la fiscalité différée sur les retraitements opérés est constatée. Par contre, en cas de déficits récurrents, la fiscalité n'est plus dérogée en vertu du principe de prudence. Elle l'est de nouveau dès le retour aux profits, à condition que les comptes prévisionnels confirment le redressement.

2.2.2 Créances des établissements de crédit et engagement par signature

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées par durée initiale ou par la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme des établissements de crédit
- Les comptes ordinaires

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan, correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garanties qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fond.

2.2.3 Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA applique le règlement du CRC 2002-03 du 12 décembre 2002 sur le risque de crédit, depuis le 1er janvier 2003. Ce dernier a notamment pour conséquence la création de nouvelles catégories de créances en comptabilité.

Conformément aux dispositions réglementaires applicables dans le cadre des accords de Bâle, la Banque Cantonale de Genève (France) SA utilise l'approche standard du risque de crédit. A cet effet, elle retient les pondérations de la Banque de France pour calculer son risque ajusté.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA utilise principalement les contrats d'assurance-vie comme réducteurs de risque. Elle distingue notamment la part en actif général de celle unitaire de compte, auxquelles sont associées des pondérations spécifiques. La pondération de la part en actif général dépend de la cotation de l'assureur, tandis que la pondération associée aux unités de compte est estimée comme une exposition sur l'OPCVM selon une méthode de risque moyen.

Cette même méthode est retenue pour évaluer la pondération des portefeuilles sous mandat profilés. La valorisation de l'ensemble des actifs est effectuée selon une fréquence trimestrielle.

a) Créances saines

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement

ne percevra pas tout ou une partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions.

a.1) Créances restructurées

La Banque Cantonale de Genève (France) SA définit les créances restructurées comme étant les créances détenues auprès des contreparties présentant des difficultés financières tel que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances. Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat (exemple : pause ou report d'échéance).

b) Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur les acquéreurs de logements et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits) ;
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, la Banque Cantonale de Genève (France) SA distingue les encours douteux compromis et encours douteux non compromis.

Lorsqu'elles présentent les caractéristiques énoncées ci-dessus, les créances (capital échu et capital restant dû, plus intérêts échus et non échus) sont extraites des postes d'origine et inscrites dans la rubrique « créances douteuses ».

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Les créances sur la clientèle, dont le recouvrement est devenu incertain, font l'objet d'une provision par dotation au compte de résultat, destinée à couvrir la perte potentielle qui en résultera.

En outre, la Banque Cantonale de Genève (France) SA, conformément aux normes fixées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel, provisionne à 100% les intérêts courus échus et non échus sur créances douteuses.

b-1) Créances douteuses non compromises

Les créances douteuses non compromises sont des créances douteuses qui ne répondent pas à la notion de créance douteuses compromises.

b-2) Créances douteuses compromises

Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat. Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiées à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification des encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours compromis douteux.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromises, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

En matière de compromis douteux, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a choisi de provisionner également à 100% les intérêts courus échus et non échus.

c) Dépréciation au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Banque Cantonale de Genève (France) SA par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leur coût de réalisation.

d) Traitement comptable des décotes et dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciations pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps étant inscrite dans la marge d'intérêt.

e) Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert, la Banque Cantonale de Genève (France) SA, le détermine avec sa direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

2.2.4 Opérations sur les titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par le règlement C.R.B 90-01 modifié notamment par les règlements C.R.C 2005-01,

2008-07 et 2008-17 ainsi que par le règlement C.R.C 2002-03 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effet public (bons du trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (autres titres de créances négociables et titres de marché interbancaires), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Les principes comptables adoptés pour ces catégories de titres sont les suivants :

a) Titres de transaction

Ce sont des titres qui, à l'origine sont acquis avec l'intention de les revendre.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « solde des opérations des portefeuilles de négociation »

a.1) Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits dans les autres catégories de titres. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

b-1) Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition coupons courus à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

b-2) Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividende attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique : « revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des SICAV et fond commun de placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placements sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne et d'un ensemble homogène de titres est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte leur risque de contrepartie sont comptabilisées en coût du risque.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : « solde des opérations de portefeuille de placement et assimilées » du compte de résultat.

c) Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Banque cantonale de Genève (France) SA dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer à les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie du titre. Il n'est constitué de dépréciation des titres d'investissement que si leur valeur de marché est inférieure au prix de revient.

En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre de l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-03 sur le risque de crédit.

Elle est enregistrée dans la rubrique : « Coût du risque ».

En cas de cession de titre d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titre pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titre d'investissement des titres antérieurement acquis et des titres à acquérir conformément au règlement CRC 2005-01, hors exception prévu par ce texte et par le CRC 2008-17.

d) Titres de l'activité de portefeuille

Conformément à l'avis 00.09 du Conseil National de la Comptabilité, et à l'instruction 2000-12 de l'Autorité de contrôle prudentiel, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des "investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer à sa gestion opérationnelle".

Les titres d'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation des plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique : « soldes des opérations des portefeuilles de placement et assimilées ».

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA ne détient pas de titres susceptibles de répondre à cette définition au 31 décembre 2024.

e) Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement de crédit.

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influencer la gestion de cette dernière, en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

L'ensemble de ces titres est comptabilisé pour leur prix acquisition frais inclus. Les frais accessoires à l'achat et à la vente sont enregistrés en charges d'exploitation. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

Ces moins-values latentes sont l'objet de dépréciation sans compensation des plus-values latentes. La valeur d'utilité de ces titres représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention.

Les éléments qui peuvent être pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, les capitaux propres, les cours moyens de bourse des derniers mois.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession relative à ces titres sont enregistrées sous la rubrique : « résultat net sur les actifs immobilisés ».

2.2.5 Immobilisations

Le groupe Banque Cantonale de Genève (France) S.A applique le règlement du CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Par conséquent, le groupe Banque Cantonale de Genève (France) S.A. applique à ce titre la méthode de comptabilisation des actifs par composants ; conformément aux dispositions de ce règlement, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle.

En application du CRC 2004-06, le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directes ou indirectes à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

a) Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement et les logiciels acquis sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

La Banque Cantonale de Genève (France) a initié en 2019 un projet de développement global de Service Bancaire Quotidien auprès de ces clients.

Ce projet s'inscrit dans un axe de déploiement plus général de service auprès de sa clientèle Corporate et Retail. L'ensemble de ces coûts respectent les critères de comptabilisation des coûts de développement, tels que définis par la réglementation comptable.

Cet actif est composé de 2 lots

Un premier lot représente un montant de 3 261 K€ et il est amorti sur une durée de 5 ans à partir du 15/11/2021. Un deuxième lot représente un montant de 129 K€ et il est amorti sur une durée de 51 mois (117 K€ à partir du 30/09/2022 et 12 K€ à partir du 30/04/2023).

Pour ces 2 lots : la date de fin d'amortissement au 15/11/2026.

Un troisième lot représente un montant de 85 K€ et il est amorti sur une durée de 5 ans à partir du 09/12/2024.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange. Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Lorsque la valeur nette comptable est supérieure à la valeur vénale issue d'une expertise indépendante, alors une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur les durées suivantes :

Constructions	20 à 56 ans	linéaire
Agencements des constructions	10 ans	linéaire
Aménagements, installations	10 ans	linéaire
Mobilier	5 ans	linéaire
Matériel de bureau	5 ans	linéaire
Matériel informatique	3 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ou 5 ans	linéaire

2.2.6 Activité de promotion immobilière

La valeur brute des stocks comprend le coût de construction, les frais annexes et les frais financiers avant l'achèvement.

Lorsque la valeur de réalisation devient inférieure à la valeur brute, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation des stocks pour parvenir à cette réalisation. La valeur nette de réalisation du stock correspond à la valeur du prix du marché, déduction faite de la totalité des frais restant à supporter pour parvenir à cette réalisation.

Sur les projets immobiliers, la marge opérationnelle est prise à l'achèvement. En cours de vie du projet, les coûts engagés sont stockés. Le chiffre d'affaires est donc reconnu lors de la livraison du projet de promotion immobilière (VEFA) selon la méthode de l'achèvement.

2.2.7 Dettes envers les établissements de crédit et créances à la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, et les créances à la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale et la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit
- Comptes ordinaires
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.2.8 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support :

- Bons de caisse
- Titres de marché interbancaire
- Titres de créance négociable
- Emprunts obligataires à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif : « Dettes subordonnées »

2.2.9 Provisions

Le groupe Banque Cantonale de Genève (France) SA, applique le règlement du C.R.C 2000-06 sur les passifs concernant la comptabilisation et évaluation des provisions rentrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions peuvent comprendre notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques divers.

2.2.10 Engagements en matière de retraite et préretraite

L'estimation des indemnités de départ en retraite est valorisée à 114 K€ et fait l'objet d'une provision.

Cette valorisation a été réalisée sur la base de la méthode par unité de crédit projeté recommandée par l'ANC 2013-02 du 07 novembre 2013 modifiée le 05 novembre 2021, prenant en considération les hypothèses suivantes :

- âge limite de départ en retraite : 65 ans
- taux d'actualisation retenu : 3,38%
- taux de rotation des effectifs : 13,91%
- taux de revalorisation des salaires : 3%
- taux de charges sociales : 65%

2.2.11 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et les produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations qui ne relèvent pas du cadre des activités courantes du groupe.

2.2.12 Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant aux comptes de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, y compris les impôts différés. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3.3%.

A noter que CFFS a opté pour le régime fiscal Groupe (intégration fiscale) avec SADENA à compter du 31 décembre 2014, avec NORDEND à compter du 31 décembre 2018 et BREVENT à compter du 31 décembre 2021.

2.2.13 Engagements en matière de formation

Depuis le 1er janvier 2015, chaque salarié dispose d'un compte individuel de formation.

2.2.14 Résultat net par action et résultat net dilué par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe de la période par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant la période.

Ce nombre moyen pondéré d'actions en circulation est le nombre d'actions ordinaires en circulation au début de la période, ajusté du nombre d'actions ordinaires rachetées ou émises durant la période. Ce nombre ainsi que le résultat par action est modifié le cas échéant pour tenir compte de l'effet de la conversion ou de l'exercice des actions potentielles dilutives (options, bons de souscriptions d'actions et obligations convertibles émises, etc.).

2.2.15 Consolidation

Les comptes de la Banque Cantonale de Genève (France) SA sont consolidés par sa maison mère la Banque Cantonale de Genève.

2.2.16 Evénements postérieurs à la clôture

Néant

2.3 Comparabilité des comptes**2.3.1 Changement de méthode comptable**

Aucun changement de méthode comptable n'est à noter sur l'exercice.

2.3.2 Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est à noter sur l'exercice.

2.3.3 Evénements significatifs

T.U.P. de la SNC SAUVEGARDE dans la société CFFS en date du 26/11/2024

Acquisition de 100% des titres de la SAS CHARMOZ par CFFS en date du 27/03/2024

Acquisition de 100% des titres de la SAS TRIOLET par CFW en date du 31/05/2024

Création de la SCCV PARADIS, immatriculée le 23/10/2024 et détenue à hauteur de 60% par CFW

3-Explication de certains postes du bilan, du compte de résultat et de leurs variations**Actions et autres titres à revenus variables**

	Année 2024					Total Année 2023
	Transaction	Placement	Titres de Portefeuille	Investissement	Total	
VALEURS NETTES AU BILAN	0	0	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées :						
dont surcote restant à amortir						
dont décote restant à amortir Créances rattachées						
Provisions						
VALEURS NETTES AU BILAN	0	0	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe :						
dont surcote restant à amortir						
dont décote restant à amortir Créances rattachées						
Provisions						
VALEURS NETTES AU BILAN	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenus variables						
Créances rattachées						
Provisions						
Total du portefeuille à l'arrêté	0	0	0	0	0	0

Le portefeuille de placement a été cédé en septembre 2010.

La Banque Cantonale de Genève France SA n'est pas exposée de façon directe ou indirecte aux risques souverains, notamment des pays de la zone euro.

Répartition des créances sur opérations interbancaires, envers la clientèle, et opérations sur titres

Poste de l'actif	< à 3 mois	>3mois<1an	>1an<5ans	> 5ans	Créances	Provisions	Total au 31/12/2024	Total au 31/12/2023
Créances sur les établ. de crédits								
- à vue	16 173				16 173		16 173	32 358
- à terme								
- Créances rattachées								
	16 173	0	0	0	16 173		16 173	32 358
Créances envers la clientèle								
- Créances commerciales		1 724			1 724		1 724	7 601
- Autres concours à la clientèle*	123 190	103 955	457 013	256 640	940 798		940 798	927 950
- Créances rattachées	3 419				3 419		3 419	3 709
- Etalement des commissions (1)	-2 368				-2 368		-2 368	-2 721
- Provisions**						-11 315	-11 315	-10 424
	124 241	105 679	457 013	256 640	943 573	-11 315	932 258	926 115
Créances représentées par un titre								
- Obligations et autres titres à revenu fixe								
- Effets publics et valeurs assimilées								
- Provisions								
	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont Opérations de crédit-bail (encours financiers)								
- Crédit-bail mobilier								
- Crédit-bail mobilier douteux								

- Provisions								
	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) : Conformément à l'ANC 2014-07

*Dont créances douteuses non compromises :	0 K€
*Dont créances douteuses compromises :	1 602 K€
	1 602 K€
** Provision : Créances douteuses non compromises :	0 K€
Créances douteuses compromises :	1 472 K€
	1 472 K€

Variation des provisions sur créances douteuses compromises :

	2024	2023	Variation
Créances douteuses compromises	1 472	1 418	4 %

Détail des titres de participation non consolidés

Désignation des valeurs	Valeur brute	Provision	Valeur nette
CFSG	305	0	305
OSEO / BPI	5	0	5
FGDR	28	0	28
TOTAL	338	0	338

Les informations relatives aux sociétés non consolidées sont les suivantes :

En K€	Capital social	Montant des capitaux propres (y compris capital social + rt exercice)	Résultat du dernier exercice connu
CFSG (1)	12 075	19 458	913
FGDR (1)		4 907 158	

(1): Derniers comptes disponibles au 31 décembre 2023

En M€	Capital social	Montant des capitaux propres (y compris capital social)	Résultat du dernier exercice connu
BPI France (1)	5 440	30 060	1 115

(1): Derniers comptes consolidés disponibles au 31 décembre 2023

Immobilisations au 31/12/2024

Rubriques	Valeur début d'exercice	Variation de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Valeur fin d'exercice
TITRES DE PARTICIPATION :						
Valeurs Brutes	330		8			338
Avances consolidables						
Provisions			5 236			5 236
CREANCES RATTACHEES						
VALEURS NETTES AU BILAN	330		5 244			5 574
Immobilisations incorporelles	4 831		83			4 914
Immobilisations corporelles	24 868		588			25 456
TOTAL	29 699		671			30 370

Variation actif immobilisé (amortissement)	Ouverture	Variation de périmètre	Dotations	Virement	Sortie	Clôture
Immobilisations incorporelles	2 734		694			3 428
Immobilisations corporelles	6 362		1 095			7 457
TOTAL	9 096		1 789			10 885

VALEURS NETTES AU BILAN	20 603					19 485
--------------------------------	---------------	--	--	--	--	---------------

Dont immobilisations incorporelles 1 486

Dont immobilisations corporelles (1) 17 999

(1) Les immobilisations corporelles sont composées à hauteur de 16 485 K€ de biens destinés à être vendus se détaillant ainsi :

Valeur brute :	21 557 K€
Amortissements au 31/12/2024 :	5 072 K€

Ventilation des autres actifs

Autres actifs	31/12/2024	31/12/2023
Etat	2 523	2 248
Comptes courant d'associés	236	3 198
Débiteurs divers	2 469	4 084
TOTAL	5 228	9 530

Compte de régularisation actif	31/12/2024	31/12/2023
Charges constatées d'avance	351	2 398
Produits à recevoir	157	318
Comptes de régularisation divers	305	1 033
TOTAL	813	3 749

Evolution des postes d'impôts différés

EN K€	31/12/2023	Variation % d'intérêts	Variation	Virement de poste à poste	31/12/2024
<u>Impôts différés actif</u>					
Provision IDR	23		5		28
Décalage temporaire	1 026		221		1 247
Eliminations marge intra-groupe	212		-120		92
Frais acquisition titres	43				43
TOTAL IDA	1 304		106		1 410
<u>Impôts différés passif</u>					
Dans le sous-groupe CFFS :	1 046		-52		994
Amortissements dérogatoires	28		8		36
Décalage temporaire	90		-63		27
Ecart évaluation	928		3		931
Dans le sous-groupe CFW :			2		2
Amortissements dérogatoires			2		2
TOTAL IDP	1 046		-50		996
IMPOTS DIFFERES NETS	-258		-156		- 414

Dettes sur opérations interbancaires avec la clientèle, et opérations sur titres et dettes subordonnées

Pour mieux favoriser son essor et tenir dûment compte des normes réglementaires plus restrictives en matière de contrôle de grands risques, à compter du 1er janvier 1999, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a émis, dans le courant du dernier trimestre 1998, un emprunt subordonné de 7 622 milliers d'euros, entièrement souscrit par sa maison mère, remboursé en date du 27/10/2004.

A cette même date, un nouvel emprunt subordonné a été souscrit pour un montant de 10 500 milliers d'euros à échéance du 27/06/2017.

Cet emprunt subordonné a été renégocié une première fois le 31 mai 2012, pour son montant, à échéance 27 juin 2022 puis il a été remboursé le 21 juin 2017.

Le 21 juin 2017, la Banque Cantonale de Genève (France) SA a émis un nouvel emprunt subordonné de 10 500 milliers euros, à échéance 21 juin 2027. Cet emprunt a été souscrit par Swiss Public Finance Solution SA.

Cet emprunt subordonné a été remboursé par anticipation le 30/03/2023.

A cette même date, un nouvel emprunt subordonné a été souscrit pour un montant de 20 000 milliers d'euros à échéance du 30/03/2023. Cet emprunt a été souscrit par Swiss Public Finance Solution SA.

Au titre de l'article 4.d du règlement n°90-02 du C.R.B.F, cet emprunt subordonné est pris en compte dans les fonds propres prudentiels de la banque.

La Banque Cantonale de Genève (France) SA se réserve, en tout temps, la prérogative de pouvoir convertir tout ou partie du montant de l'emprunt subordonné souscrit par elle-même, sous la forme de quote-part à une augmentation du capital social.

Poste du passif	< à 3 mois	> 3mois<1an	>1an<5ans	> 5ans	Total au 31/12/2024	Total au 31/12/2023
<u>Dettes envers les établ. de crédits</u>						
- Comptes ordinaires débiteurs						
- Comptes à terme	10 000				10 000	10 311
- Dettes rattachées sur emprunts	895				895	1 051
- Emprunts à terme	10 246	68 703	236 216	455 912	771 077	773 065
	21 141	68 703	236 216	455 912	781 972	784 427
<u>Dettes envers la clientèle</u>						
- Comptes ordinaires créditeurs						
- Autres dettes envers la clientèle						
- à vue	40 223				40 223	69 943
- à terme	30 094	32 532	6 327	0	68 953	45 664

- Titres donnés en pension livrée						
	70 317	32 532	6 327	0	109 176	115 607

Dépréciations au 31/12/2024

Dépréciations	Ouverture	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Clôture
Créances clientèle Opérations de crédit-bail	10 424		3 591	-2 700	11 315
Portefeuille titres Participations et TIAP					
Autres					
TOTAL	10 424		3 591	-2 700	11 315

Ventilation des autres passifs et impôts différés passifs**AUTRES PASSIFS :**

	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs, fournisseurs d'immo. & BPI	5 468	4 110
Dettes fiscales et sociales	1 486	3 007
Impôts différés passif	997	1 046
Créditeurs divers	984	2 923
Gage espèce	3 676	600
TOTAL	12 611	11 686

COMPTE DE RÉGULARISATION PASSIF :

Produits constatés d'avance *	69	43 708
Charges à payer	3 686	3 635
Autres comptes de régularisation	3 140	954
TOTAL	6 895	48 297

TOTAL COMPTES DE TIERS ET DIVERS	19 506	59 983
---	---------------	---------------

*Etalement des commissions frais de dossier reclassées en créances à la clientèle pour un montant de 2 368 K€ en 2024, conformément à l'ANC 2014-07.

Ecarts d'acquisition des titres de participation

Ecarts d'acquisition Passif	Valeur brute au 31/12/2024	Amortissement au 31/12/2024	Valeur Nette au 31/12/2024
TOTAL		NEANT	

Ecarts d'acquisition Actif	Valeur brute au 31/12/2024	Amortissement au 31/12/2024	Valeur Nette au 31/12/2024
TOTAL			

Provisions au 31/12/2024

Provisions inscrites au passif	Ouverture	Variation	Dotations	Reprises	Clôture
Retraite Autres	94		20		114
	558		1 548	-165	1 941
TOTAL	652		1 568	-165	2 055

Variation des capitaux propres consolidés

GROUPE	Capital *	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Dividendes	Autres	Total des capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31/12/2022	30 000	66 245	9 685		-5	105 925
Affectation du résultat		8 725	-9 685	960		
Dividendes				-960		-960
Augmentation de capital	20 000	-20 000				
Résultat de l'exercice			11 115			11 115
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31/12/2023	50 000	54 970	11 115		-5	116 080
Affectation du résultat		10 205	-11 115	910		-
Autres					3	3
Dividendes				-910		-910
Résultat de l'exercice			7 527			7 527
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31/12/2024	50 000	65 175	7 527		-2	122 700

MINORITAIRES	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Dividendes	Variation de périmètre et autres	Total des capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31/12/2022	819	345		-672	492

Affectation du résultat	26	-345	319	-
Dividendes			-319	-319
Résultat de l'exercice		28		28
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	845	28	-672	201
AU 31/12/2023				
Affectation du résultat	7	-28	21	-
Dividendes			-21	-21
Résultat de l'exercice		213		213
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	852	213	-672	393
AU 31/12/2024				

Le capital de la Banque Cantonale de Genève (France) SA est détenu pour 100% par la Banque Cantonale de Genève (hors actions détenues par les membres du Conseil de Surveillance).

*Le capital social est composé de 1.000.000 actions de 50€.

Opérations sur instruments financiers à terme

	Année 2024					Total Année 2023
	Opérations de couverture		Opérations autres que de couverture		Total	
	Marché org.	Gré à gré	Marché org.	Gré à gré		
CONTRATS D'ÉCHANGES DE TAUX D'INTÉRÊTS						
Swap de taux prêteur			NEANT			
Swap de taux emprunteur						
FRA prêteur						
FRA emprunteur						
AUTRES OPÉRATIONS D'INTRUMENTS FINANCIERS À TERME						
Achat sur inst. taux d'intérêts conditionnels						
Vente sur inst. taux d'intérêts conditionnels						
TOTAL ACHATS OU PRÊTEURS						
TOTAL VENTES OU EMPRUNTEURS						

Intérêts et produits assimilés

Intérêts et produits assimilés	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts sur compte de la Banque de France	1 067	584
Intérêts sur comptes & emprunts BCGE	114	3
Intérêts sur autres comptes (Natixis, Société Générale)	38	62
Sur opérations avec les Ets de crédits	1 219	649
Intérêts sur encours crédits sains	46 487	45 654
Indemnisation rbt anticipé	13	46
Intérêts sur avance en compte courant CFSS et CFW	125	46
Intérêts sur encours crédits douteux et provisionnement des intérêts	2 087	2 313
Provisionnement des intérêts	-467	-609
Produits sur engagement hors bilan	1 805	1 805
Etalement des commissions *	1 105	1 471
Sur opérations avec la clientèle	51 155	50 726
Autres intérêts et produits assimilés	98	46
Autres intérêts et produits assimilés	98	46
TOTAL DES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	52 472	51 421

*Reclassement conformément à l'ANC 2014-07.

Intérêts et charges assimilés

Intérêts et charges assimilées	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts & frais sur comptes nostri Banque Cantonale de Genève	35	15
Intérêts & frais sur autres comptes à vue	0	0
Intérêts sur emprunts et comptes à terme	24 683	22 772
Intérêts sur dette subordonnée	1 059	871
Sur opérations avec les Ets de crédits	25 777	23 658
Intérêts sur comptes à terme placement client	1 334	1 032
Sur opérations avec la clientèle	1 334	1 032
Autres intérêts et charges assimilés	1 151	1 145
Sur opérations avec la clientèle	1 151	1 145
TOTAL DES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	28 262	25 835

Commissions

	31/12/2024		31/12/2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Commissions sur op. interbancaires	34		235	
Autres produits sur op. de services financiers	122	2 384	11	2 545
Commissions sur op. avec la clientèle *		436		570
Total	156	2 820	246	3 115

*L'application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 a donné lieu à la comptabilisation d'un retraitement. L'impact de l'étalement des produits de commissions est de 1 105 K€ pour 2024

Ventilation des frais de personnel et frais administratifs

Autres frais administratifs	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	5 565	4 909
Charges sociales	3 161	2 893
Charges de retraite	19	
Litige salarié - CFFS	13	
Autres	79	157
Participation (y compris forfait social)	266	288
Impôts et taxes sur rémunérations	810	741
Total frais de personnel	9 913	8 988
Impôts et taxes	724	957
Services extérieurs	7 360	6 885
Total des frais administratifs	8 084	7 842
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	17 997	16 830

Au titre de l'année 2024, le montant de jetons de présence versé s'élève à 103 330€.

Ventilation des autres frais

Autres frais administratifs	31/12/2024	31/12/2023
Autres Impôts et taxes	724	957
Redevances et location	995	904
Commissions d'intermédiaires	0	1
Audit interne B.G.C.E	173	191
Sous-traitances informatiques *	3 898	3 266
Assurances	67	64
Marketing et communication	564	747
Telecom et électricité	108	103
Honoraires	509	673
Formations et cotisations	155	113
Frais d'actes et de contentieux	49	59
Recrutements et personnels intérimaires	116	141
Autres frais BCG et CFFS	726	623
	8 084	7 842

Effectif Moyen

	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	54	48
Non Cadres	29	29
Total	83	77

Coût du risque

	31/12/2024	31/12/2023
DOTATIONS AUX PROVISIONS	2 523	2 586
Provisions sur créances douteuses	2 056	1 784
Autres provisions	259	602
Dotation provisions R&C	208	200
REPRISES DE PROVISIONS	-1 871	-3 326
Reprises de provisions sur créances douteuses	-1 310	-2 284
Créance amortie	0	0
Autres reprises de provisions	-561	-721
Reprise provision R&C	0	-321

VARIATIONS DES PROVISIONS	169	1 684
Pertes sur créances irrécouvrables non provision	0	2
Pertes sur créances irrécouvrables provisionnées	520	1 682
Récupérations sur créances amorties	-357	0
Autres	6	0
COÛT DU RISQUE	821	944

Résultat Exceptionnel

	31/12/2024		31/12/2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits exceptionnels		59		39
Charges exceptionnelles	-67		-89	
	-67	59	-89	39

Les produits exceptionnels sont essentiellement composés du badwill de Triolet (47 K€).

Les charges exceptionnelles correspondent essentiellement au prorata de TVA (32 K€) et à un redressement fiscal chez CFFS (22 K€).

Impôt sur les bénéfices

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
Impôts comptabilisés dans les comptes sociaux	3 011	3 319
Variation fiscalité différée	-158	-341
Charge IS compte de résultat consolidé	2 853	2 978

Analyse de la charge d'impôt

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net retraité	7 741	11 143
Impôt sur les bénéfices et impôts différés (compte de résultat)	2 853	2 978
Ecart d'acquisition		
Différences permanentes + déficits non activés	618	-2 489
BASE D'IMPOT THEORIQUE	11 212	11 632
Impôt sur les bénéfices au taux théorique de 25 %	2 803	2 908
Contribution additionnelle 3,3 %	46	72
Incidence changement de taux ID		
Crédit impôt		-4
Régularisation IS (social), impôt sur distribution, autres ...	4	2
IMPÔT REEL	2 853	2 978

IV.— Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société BANQUE CANTONALE DE GENEVE FRANCESA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BANQUE CANTONALE DE GENEVE FRANCE SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit – dépréciation des prêts (immobiliers et entreprises)	
Risque identifié	Notre réponse
Se référer à la note 2.2.3 de l'annexe aux comptes consolidés	
Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose Banque Cantonale de Genève France SA à une perte potentielle si son client se trouve dans l'incapacité éventuelle de faire face à ses engagements financiers. Banque Cantonale de Genève France SA constitue ainsi des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Banque Cantonale de Genève France SA a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles, qui sont évaluées à dire d'expert, en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés, comme indiqué en note I n°2 de l'annexe aux comptes annuels. Les crédits comptabilisés au bilan au 31 décembre 2024 s'élèvent à 944,5 millions d'euros, en valeur brute. Les dépréciations individuelles relatives aux encours douteux et contentieux s'élèvent à 11,0 millions d'euros. Le coût du risque sur l'exercice clos au 31 décembre 2024 est une dotation nette de 0,8 millions d'euros. Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations sur les crédits à la clientèle constituait un point clé de l'audit compte tenu des montants en jeu, du niveau de jugement exercé par la direction et nécessaire à leur détermination, dans un contexte économique incertain.	Sur la base de notre évaluation du risque, nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de Banque Cantonale de Genève France SA relatif à l'appréciation du risque de crédit et testé les contrôles clés en matière de dépréciations du portefeuille de prêts et créances à la clientèle. Nous avons évalué la méthodologie et les hypothèses retenues par la direction à cet égard. Nos travaux comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'appréciation du dispositif de revue en place par Banque Cantonale de Genève en France en ce qui concerne la dépréciation des crédits, au travers de notre revue des garanties éventuelles, des comités de crédits et du processus de gestion des impayés, sur une sélection de dossiers ;• la revue des comités de crédits afin de s'assurer que le processus fait l'objet d'une supervision appropriée par la gouvernance ;• sur la base d'un échantillon de prêts, la réalisation de tests substantifs relatifs à l'évaluation des dépréciations nettes des garanties, le cas échéant, et à l'obtention de la documentation sous-tendant le jugement de la direction ;• la vérification pour les encours des prêts des rapprochements entre les éléments de gestion et la comptabilité. Nous avons également examiné les informations publiées en annexe aux comptes relatives au risque de crédit.

Activité immobilière - Évaluation et classification	
Risque identifié	Notre réponse
Se référer aux notes 2.2.5, 2.2.6 et 3 « Immobilisations » de l'annexe aux comptes consolidés	
Le groupe BCGEF détient des participations dans différentes sociétés à vocation immobilière qui portent des biens immobiliers en développement ou construits. Ces sociétés étant intégrées proportionnellement, ces biens immobiliers figurent, à l'actif du bilan consolidé au 31 décembre 2024, en promotion immobilière pour un montant de 41 M€ et en immobilisations corporelles pour un montant de 16 M€ (valeur nette d'amortissement). Les valeurs des biens retenues par le management prennent notamment en considération les données locatives, les transactions récentes du marché immobilier et leur taux de rendement initial. La classification de ces actifs en stocks ou immobilisations corporelles repose sur l'intention et l'horizon de revente déterminé par le management. Pour ces biens, lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable, une provision est constatée. Compte tenu du niveau de jugement requis par la direction pour évaluer et classer les actifs détenus par les filiales et de l'importance des agrégats dans les états financiers, l'évaluation et la classification des biens immobiliers détenus par ces filiales intégrées proportionnellement dans les comptes consolidés de BCGEF constituent un point clé de l'audit.	Avec l'aide du management, des auditeurs des filiales à vocation immobilière et en présence de nos spécialistes en évaluation immobilière, nous avons pris connaissance des faits marquants pouvant avoir une incidence sur l'évaluation ou la classification de ces biens et apprécié la valorisation des actifs et les paramètres clés retenus. Nous avons revu les diligences réalisées par les auditeurs des filiales à vocation immobilière sur l'évaluation des biens détenus par ces filiales, qui incluent : <ul style="list-style-type: none">• une revue analytique des valorisations ;• des travaux sur l'évaluation des biens détenus par ces sociétés ainsi que sur les variations de valeurs par rapport aux périodes antérieures. Ces travaux comprennent la compréhension des méthodologies d'évaluation adoptées et des principales hypothèses retenues qui sous-tendent la valorisation des biens ainsi que leur revue indépendante par les auditeurs ; Nous nous sommes assurés que la classification dans les comptes consolidés de BCGEF des actifs détenus par les filiales à vocation immobilière respecte les principes et méthodes comptables français.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BANQUE CANTONALE DE GENEVE FRANCE SA par l'assemblée générale du 24 avril 2006 pour Deloitte & Associés et du 24 avril 2013 pour le cabinet BBM & Associés.

Au 31 décembre 2024, Deloitte & Associés était dans le 19ème exercice de sa mission et BBM & Associés dans le 12ème exercice de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Seyssinet-Pariset et Paris-La Défense, le 10 avril 2025

Les commissaires aux comptes

BBM et Associés
Antoine SIRAND

Deloitte & Associé
Anne-Elisabeth PANNIER

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.